



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 23 du 3 juillet 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 4 juillet 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	313
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	313
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	313
Extrait de l'arrêté SGAR n° 2007-130 du 23 mai 2007 portant nomination des membres du Conseil de l'URCAM de Lorraine	313
Extrait de l'arrêté n° 166 SGAR du 14 juin 2007 portant actualisation du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie en région lorraine approuvé par arrêté n° 274 SGAR du 15 juin 2006	313
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	313
CABINET DU PREFET	313
Bureau des affaires politiques.....	313
Extrait de l'arrêté du 4 juin 2007 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2007.....	313
Extrait de l'arrêté du 4 juin 2007 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2007	314
Service interministériel de défense et de protection civile	314
Extrait de l'arrêté n° 22 /2007/SIDPC du 30 mai 2007 - Agrément d'un dépôt d'artifices de divertissement.....	314
Extrait de l'arrêté n° 23/2007/SIDPC du 6 juin 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	314
Extrait de l'arrêté n° 24/2007/SIDPC du 6 juin 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	314
Extrait de l'arrêté modificatif n° 25/2007/SIDPC du 6 juin 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs	314
Examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique du vendredi 18 mai 2007-06-15 – Procès-verbal n° 4/2007	314
Examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique du jeudi 7 juin 2007-06-15 – Procès-verbal n° 6/2007	315
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	315
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.....	315
Extrait de l'arrêté du 6 juin 2007 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Marbach	315
Extrait de l'arrêté du 6 juin 2007 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Waville	315
Extrait de l'arrêté du 11 juin 2007 autorisant la capture temporaire à des fins scientifiques de tous spécimens d'odonates dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	315
Extrait de l'arrêté du 15 juin 2007 portant autorisation à pénétrer sur les propriétés privées dans le cadre de la mise en œuvre du programme de modernisation des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique	315
Extrait de l'arrêté du 19 juin 2007 portant création de la commission départementale des risques naturels majeurs	317
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	317
Extrait de la décision du 30 mai 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'ameublement et de décoration de la maison à l'enseigne I-Kobana à Houdemont.....	317
Extrait de la décision du 30 mai 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'horlogerie-bijouterie à l'enseigne J. Delatour à Essey-lès-Nancy	317
Extrait de la décision du 30 mai 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'électroménager, TV, HI-FI, luminaires et arts de la table à l'enseigne Connexion à Laxou	317
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	317
Extrait de l'arrêté du 20 juin 2007 portant dissolution de la régie de recettes créée auprès de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle.....	317
Arrêté de délégation de signature du 22 juin 2007 de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les projets d'avenant n° 1 au lot n°1 et n°2 au lot n°3 du marché de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de réfection de toiture du bâtiment P à la cité administrative de Nancy et sur le projet d'avenant n° 1 au lot 6 des travaux de restructuration de la préfecture.....	317
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	318
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	318
Arrêté interpréfectoral du 19 juin 2007 (Meurthe-et-Moselle et Vosges) autorisant la création du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle	318
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	320
Extrait de l'arrêté du 22 mai 2007 portant mandatement d'office de la somme de 2 923,00 € due par la commune de Vilette au service départemental d'incendie et de secours de la Meurthe-et-Moselle au titre de 2005	320
Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal de la Bourse du Travail de Piennes	320
Extrait de l'arrêté du 18 juin 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes-Errouville	320
Extrait de l'arrêté du 18 juin 2007 autorisant l'adhésion de la commune de Villers-la-Chèvre au syndicat intercommunal scolaire « Paul Fort » et la modification des statuts du syndicat	321
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	321
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	321
Arrêté A.R.H. n° 36 du 6 juin 2007 portant fin d'un intérim de direction au centre hospitalier de Pont à Mousson	321
Arrêté A.R.H. n° 37 du 6 juin 2007 portant désignation d'un directeur par intérim au centre hospitalier de Pont à Mousson	321
Arrêté A.R.H. n° 38 du 6 juin 2007 portant désignation d'un directeur par intérim au centre de moyen séjour de Faulx.....	321
Service actions et établissements de santé	321
Extrait de l'arrêté n° 1 du 31 mai 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer Alexis Vautrin.....	321
Extrait de l'arrêté n° 17 du 6 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont à Mousson	322
Extrait de l'arrêté n° 17 du 15 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Toul.....	322
Extrait de l'arrêté n° 19 du 15 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Briey	323
Extrait de l'arrêté n° 21 du 6 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration de la maternité régionale de Nancy	323
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE / URCAM DE LORRAINE	323
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 22 mai 2007 - Réseau gérontologique RESEAU - Année 2007	323
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 24 mai 2007 - Réseau ALCAD - Année 2007	324
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 24 mai 2007 - Réseau RTVH 54 - Année 2007	325
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 1 ^{er} juin 2007 - Réseau AUTREMENT - Année 2007.....	326
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 1 ^{er} juin 2007 - Réseau ANTIBIOLOR - Année 2007.....	328
Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 5 juin 2007 - Réseau ONCOLOR - Année 2007	329
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	330
Service actions et établissements de santé	330
Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0375/07 du 22 mai 2007 portant radiation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-88	330
Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0376-07 du 22 mai 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-87	330
Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0377/07 du 22 mai 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à forme anonyme - SELAFA 04 - Autorisation n° 54-87 - Autorisation n° 54-64	330
Extrait de l'arrêté DDASS/MH/MC - n° 0385/07 du 25 mai 2007 portant modification de la Société Civile Professionnelle (S.C.P.) d'Infirmiers ou d'infirmières SIGHELE - GOFFEZ - FRANCOIS - Inscription n° 54-94-033	331

Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0409/07 du 4 juin 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-14	331
Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0410/07 du 4 juin 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoire d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée - SELARL 06 - Autorisation n° 54-14 - Autorisation n° 54-66 - Autorisation n° 54-73 ...	331
Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0434/07 du 12 juin 2007 modificatif de l'arrêté du 4 juin 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée - SELARL 06 - Autorisation n° 54-14 - Autorisation n° 54-66 - Autorisation n° 54-73	331
Arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 4790 du 25 juin 2007 portant refus de création d'officine de pharmacie	331
Service solidarité-autonomie	332
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4659 du 11 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix	332
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4672 du 12 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Briey	332
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4676 du 5 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay Saint Christophe	332
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4683 du 5 juin 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port	333
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	333
Service économie agricole et aménagement foncier	333
Extrait de la décision du 30 mai 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Grimonviller - Fecocourt - Pulney	333
Extrait de la décision du 2 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint Jure - Thiaucourt Regnieville - Vilcey sur Trey - Vieville en Haye	333
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charmes la Côte - Blénod lès Toul - Moutrot - Mont le Vignoble - Dommartin lès Toul - Gye - Biqueley	333
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dommartin lès Toul	333
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont le Vignoble	333
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crepey	333
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Houdreville	334
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Houdreville	334
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Houdreville	334
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny	334
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny - Autrey	334
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny	334
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrey - Pulligny	334
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ceintrey - Pulligny	335
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny	335
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières aux Chênes - Amance	335
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ogéviller - Fréménil	335
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fréménil - Ogéviller	335
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haudonville	335
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haudonville	336
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt lès Conflans	336
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt lès Conflans	336
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rembercourt sur Mad	336
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy le Haut	336
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloef	336
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aingeray	336
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ferrières	337
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey Saint Etienne	337
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colombey les Belles	337
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hénaménil	337
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haudonville	337
Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Housseville	337
Service environnement - eau	337
Extrait de l'arrêté du 13 juin 2007 instituant la mission de recyclage agricole des déchets dans le département de Meurthe-et-Moselle	337
Extrait de l'arrêté du 13 juin 2007 déclarant d'intérêt général les travaux d'aménagement du ruisseau du Ménéil à Bainville-aux-Miroirs au titre du code de l'environnement	339
Service forêt, environnement et développement rural	339
Extrait de l'arrêté n° 2007/243 du 7 juin 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Noviant-aux-Prés	339
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERAIRES	339
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/SA/07/051 du 12 juin 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur Sabine LAUNOY-CARBON à Charmes (88)	339
Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/SA/07/052 du 14 juin 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur Frédéric FUCHS à Lantefontaine	340
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	340
Service de l'habitat	340
Extrait de l'arrêté du 22 mai 2007 portant agrément de l'association "Accueil et Réinsertion Sociale" (ARS) comme gestionnaire de la maison relais "Marie Leszczynska" à Nancy	340
Extrait de l'arrêté du 31 mai 2007 portant agrément de l'association "Accueil et Réinsertion Sociale" (ARS) comme gestionnaire de la maison relais "Résidence des Chaligny" à Nancy	340
Service transport et sécurité	340
Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/018/TBSC du 31 mai 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A31 et de la bretelle de sortie n° 28 de Lesmenils dans le sens Metz-Nancy	340
Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/019/TBSC du 6 juin 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A31 dans le sens Nancy-Metz	340
Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/020/TBSC du 14 juin 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A33 descente Houdemont dans le sens Paris-Strasbourg	341
SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	341
Extrait de l'arrêté n° NAV - 2007/02 du 11 juin 2007 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre de la vidange des écluses à grand gabarit de Villey le Sec et Neuves Maisons durant les opérations de chômage sur la Moselle canalisée - Période du 12 au 21 juin 2007	341
AUTRES SERVICES	342
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	342
Délégation de signature - Décision n° 039/07 du 11 juin 2007	342
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	342
Décision n° 199/2007 du 2 avril 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel SPIESS, directeur adjoint	342
Décision n° 200/2007 du 2 avril 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel SPIESS, directeur adjoint	342
Décision n° 368/2007 du 2 avril 2007 portant délégation de signature à Mademoiselle Sophie AUBRY, adjointe des cadres hospitaliers	342
VILLE DE LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	343
Extrait de l'arrêté municipal du 29 mai 2007 portant approbation du règlement local de publicité	343
VILLE DE SEICHAMPS	343
Extrait de l'arrêté municipal n° 24 du 1 ^{er} juin 2007 rendant exécutoire le règlement local de publicité de la commune	343

AVIS ET COMMUNICATIONS	343
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	343
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques	343
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 845 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Bainville sur Madon et Pont Saint Vincent	343
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3061 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mont Saint Martin ..	343
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4980 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuveville devant Nancy	343
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6670 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Puxieux.....	343
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13482 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy	343
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14256 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Landres.....	343
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT.....	343
Avis de concours externe sur titres du 19 juin 2007 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel spécialisé dans la spécialité en plomberie	343
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY	344
Avis de concours interne sur titres du 4 juin 2007 en vue du recrutement de 5 cadres de santé.....	344

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET DU PREFET

Bureau des affaires politiques

Circulaire du 1^{er} juin 2007 relative au pavoiement des 8 et 18 juin 2007

Circulaire du 13 juin 2007 relative aux élections législatives : transmission des résultats pour le 2^o tour

Les textes complets de ces circulaires peuvent être consultés auprès du service émetteur ci-dessus.

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****Secrétariat général pour les affaires régionales**

Extrait de l'arrêté SGAR n° 2007-130 du 23 mai 2007 portant nomination des membres du Conseil de l'URCAM de Lorraine

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont nommés membres du conseil de l'U.R.C.A.M. de Lorraine :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mme HILPERT Bernadette née MULLER (CPAM Sarreguemines)

M. CICCOTELLI Sylvio (CPAM Nancy)

Suppléants : M. TOMMASINI Michel (CPAM Epinal)

M. MARTY André (CPAM Bar le Duc)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. ATTENONT Hubert (CPAM Nancy)

Mme VAISSE Brigitte née PUCELLE (CPAM Thionville)

Suppléants : Mme MARQUIS Bernadette née JOLY (CPAM Epinal)

Mlle GILSON Nicole (CPAM Bar le Duc)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : Mlle CASANOVA Aline (CPAM Metz)

M. FEUILLATRE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléants : M. GEORGES Raymond (CPAM Nancy)

M. BRIAUX Yves (CPAM Bar le Duc)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick (CPAM Nancy)

Suppléant : M. LACROIX Norbert (CPAM Thionville)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. ADAM Gérard (CPAM Thionville)

Suppléant : M. DEGRATI Christian (CPAM Metz)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) :

Titulaires : M. CLEDAT Alain (CPAM Bar le Duc)

M. COUR Jean-Louis (CPAM Thionville)

M. HEUGUES Bernard (CPAM Nancy)

M. STROHL Jean-Claude (CPAM Epinal)

Suppléants : Mlle FELLER Fanny (CPAM Nancy)

Mme FERON GRENOUILLEAU Colette (CPAM Bar le Duc)

M. JOMARD Daniel (CPAM Epinal)

M. SCHLEISS Bernard (CPAM Sarreguemines)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric (CPAM Nancy)

M. HEIT Stéphane (CPAM Nancy)

Suppléants : M. VOIRIN Frédéric (CPAM Epinal)

Mme PERGENT Martine née BARTHELEMY (CPAM Bar le Duc)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. MUSQUAR Yves (CPAM Nancy)

M. POIREL André (CPAM Nancy)

Suppléants : M. BOULENGER Guy (CPAM Nancy)

M. GERAULD Michel (CPAM Nancy)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française :

Titulaires : M. BARNAGAUD Gilles (CPAM Bar le Duc)

M. CHENUT Eric (CPAM Nancy)

Suppléants : M. WEIDMANN Robert (CPAM Metz)

M. THIRIET Daniel (CPAM Epinal)

- En tant que représentants du régime d'Assurance Maladie des Travailleurs non Salariés non Agricoles :

Titulaires : M. CENTONZE Salvatore

M. THOMAS Christian

Suppléants : M. ESCHENBRUMER Daniel

M. LAURENT Guy-Bernard

- En tant que représentants du régime Agricole d'Assurance Maladie :

Titulaires : M. DESALME Claude

M. LEROY Patrick

Suppléants : Mme BRODIER Renée

M. GAUTROT Gilbert

- En tant que représentants du Régime Minier de Sécurité Sociale :

Titulaires : M. SAUER Roger

M. MAGNO Emmanuel

Suppléants : M. GROH Eric

M. VALIN Léon

- En tant que représentants de l'Instance de gestion du régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle :

Titulaire : M. LORTHIOIS Daniel

Suppléant : Mme VANZUT Sylvie

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2006-579 du 4 décembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'URCAM de Lorraine est abrogé.

Art. 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au

bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

Metz, le 23 mai 2007

Le préfet de la région lorraine,
Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté n° 166 SGAR du 14 juin 2007 portant actualisation du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie en région lorraine approuvé par arrêté n° 274 SGAR du 15 juin 2006

Le préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté approuve :

- l'actualisation du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC)

- l'annexe financière fixant les dotations 2007 pour les établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées.

Ces deux documents lui sont annexés.

Art. 2 : Ce programme dresse pour la part des prestations financées sur décision tarifaire de l'autorité compétente de l'Etat, les priorités de financement des créations, extensions ou transformations d'établissements ou de services concernés pour la région Lorraine.

Art. 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et des préfectures des départements concernés.

Metz, le 14 juin 2007

Le préfet de la région lorraine,
Pierre-René LEMAS

Annexe financière fixant les dotations pour les établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées
PRIAC - exercice 2007

Personnes âgées

Région / département	Base générale au 01/01/2007	Reconduction et actualisation des moyens de fonctionnement	Réserve nationale 2007	Médicalisation	Mesures nouvelles de création de places	TOTAL GENERAL
LORRRAINE						
n° 54 Meurthe-et-Moselle	47 793 302	2 078 660		2 588 336	1 637 770	54 098 068
n° 55 Meuse	17 719 373	710 363		905 643	308 757	19 644 136
n° 57 Moselle	57 482 200	2 258 931		3 801 548	1 296 452	64 839 131
n° 88 Vosges	44 162 370	1 669 283		2 216 247	560 963	48 608 863
TOTAL	167 157 245	6 717 237	0	9 511 774	3 803 942	187 190 198

Personnes handicapées

Région / département	Base générale au 01/01/2007	Reconduction et actualisation des moyens de fonctionnement	Réserve nationale	Mesures nouvelles de création de places		TOTAL GENERAL
				Enfants	Adultes	
LORRRAINE						
n° 54 Meurthe-et-Moselle	115 341 525	2 405 020		208 752	181 990	118 137 287
n° 55 Meuse	25 283 495	713 174		681 115	83 947	26 761 731
n° 57 Moselle	100 052 995	2 348 316	329 670		3 774 618	106 505 599
n° 88 Vosges	43 054 934	1 000 298			403 626	44 458 858
TOTAL	283 732 949	6 466 808	329 670	889 867	4 444 181	295 863 475

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**Cabinet du préfet**

Bureau des affaires politiques

Extrait de l'arrêté du 4 juin 2007 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Au titre de l'année 2007, la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles est décernée aux personnes dont les noms suivent :

Médaille de bronze : M. Olivier SCHMITT, M. Raymond RIGARD, M. Sébastien MAILLARD, Mme Sandrine CRESPIY, M. Xavier THIEBAUT, M. Bernard BAROTTIN, M. Jean-Luc SCHULER, M. Rémi MOUROT, M. Thierry

MARCHAL et M. Jean-Luc PARISOT.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 4 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 4 juin 2007 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1^{er} : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

M. René BALLAND, OPA spécialiste B
66 rue des Vannes - 54340 Pompey
M. Michel BERTHE, contrôleur TPE AIFMP
62 bis route de Clermont - Regret - 55100 Verdun
M. Daniel CLAUDON, agent d'exploitation spécialisé
Ecluse n° 12 THIELOUZE - 88220 Uzemain
M. FRANCOIS Patrick, chef d'équipe d'exploitation
Ecluse n° 6 - 54710 Fléville-devant-Nancy
M. Emmanuel GREMILLET, agent d'exploitation spécialisé
43 rue Georges Humbert - 70500 Corre
M. Jacques HAMER, contrôleur TPE AIFMP
21 rue Pablo Picasso - 57970 Basse-Ham
M. Jean-Marie KARMANN, agent d'exploitation spécialisé
93, Sente à My - 57000 Metz
M. Michel KNECHT, surveillant de travaux
2 rue François Badot - 54200 Toul
M. Jacky LAURAIN, agent d'exploitation spécialisé
Barrage de Commercy - 55200 Commercy
M. Gilles LECRIQUE, agent d'exploitation spécialisé
3, bis rue Gaston Thiébaud - 55100 Samogneux
M. Daniel NEGRI, agent d'exploitation spécialisé
Ecluse N° 5 - 88190 Golbey
M. Patrick PATENAY, agent d'exploitation spécialisé
5 rue des Vergers - 88390 Uxegney
M. Christian ROVELLI, contrôleur TPE AIFMP
2 rue Marguerite Yourcenar - 54390 Frouard
M. Bernard ROCK, OPA visiteur technique atelier
48 rue du Canal - 57970 Haute-Ham
M. Jean-Luc SIEGLER, chef d'équipe d'exploitation
Ecluse Hauconcourt - 57525 Talange
M. Alain SPANAGEL, agent d'exploitation spécialisé
Sentier Morsolles - 55000 Bar-le-Duc
M. Jean-Marie TOURNOIS, agent d'exploitation spécialisé
Ecluse 67 - 51300 Ponthion
M. Patrick VAUGIN, agent d'exploitation spécialisé
35 rue des Etats Unis - 55500 Ligny-en-Barrois
M. Michel WULLER, agent d'exploitation spécialisé
Ecluse n° 43 - 54630 Flavigny-sur-Moselle
Art. 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'au ministre d'Etat, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.
Nancy, le 4 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Service interministériel de défense et de protection civile

Extrait de l'arrêté n° 22 /2007/SIDPC du 30 mai 2007 - Agrément d'un dépôt d'artifices de divertissement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1^{er} : L'agrément technique d'un dépôt d'artifices de divertissement de moins de 2 tonnes de substance active, situé sur la commune de Pont-St-Vincent, est délivré à l'entreprise «SARL Impression Forte» représentée par Madame BOUCHOT Florence, dans les conditions prévues par les textes susvisés.
Art. 2 : Le dépôt est construit et aménagé conformément aux dispositions prévues dans la demande et ses annexes.
Art. 3 : En cas de besoin, et à tout moment, des prescriptions complémentaires tendant à prévenir les vols de produits explosifs et les risques d'incendie et d'explosion ou à limiter les effets de ces explosions ou incendies pourront être imposées à l'exploitant, en sus des mesures indiquées dans sa demande.
En application du décret n° 79-846 relatif à la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques et de l'arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques (art. 22) , l'étude de sécurité devra être actualisée en tant que de besoin et une consigne de sécurité (générale et sur les moyens de stockage, et étendant, notamment, l'interdiction de fumer et l'interdiction du port d'article de fumeur) devra être éditée.
Art. 4 : Les dispositions relatives aux mesures de protection contre le vol de produits explosifs ou dont la connaissance serait de nature à favoriser les actes de malveillance contre les installations ne feront l'objet d'aucune publicité.
Art. 5 : Lorsque l'exploitant envisage d'apporter à l'aménagement de l'installation ou à ses conditions d'exploitation des modifications de nature à entraîner des dangers nouveaux pour la sécurité publique, il doit en informer préalablement le préfet en précisant la nature des modifications envisagées.

Celles-ci sont réputées acceptées si, dans un délai de 3 mois à compter de sa saisine, le préfet n'a pas enjoint à l'intéressé de présenter une nouvelle demande ou ne lui a pas imposé de nouvelles prescriptions complémentaires en application de l'article 19 du décret n° 90-153 susvisé.

Art. 6 : Si l'exploitant d'une telle installation ne respecte pas les prescriptions auxquelles elle est soumise, le préfet peut suspendre l'agrément technique et prendre les mesures mentionnées à l'article 13 du décret n° 90-153 susvisé par décision motivée et après mise en demeure restée sans effet.

Art. 7 : Le directeur de cabinet, le maire de Pont-St-Vincent, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à Madame BOUCHOT Florence, et dont une ampliation sera adressée à l'inspecteur des poudres et explosifs de la direction générale de l'armement
Nancy, le 30 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Jacques RANCHERE

Extrait de l'arrêté n° 23/2007/SIDPC du 6 juin 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 88 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Marbach.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Marbach sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Jacques RANCHERE

Extrait de l'arrêté n° 24/2007/SIDPC du 6 juin 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1^{er} : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 144 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de Waville.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de la commune de Waville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Jacques RANCHERE

Extrait de l'arrêté modificatif n° 25/2007/SIDPC du 6 juin 2007 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1^{er} : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Art. 2 : Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée au maire des communes intéressées.

Une copie du présent arrêté et de l'annexe est adressée à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée, sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il est accessible sur le site Internet de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, directeur de cabinet,
Jacques RANCHERE

Examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique du vendredi 18 mai 2007-06-15 – Procès-verbal n° 4/2007

30 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ALBINA	MAÏDEY	LAXOU
BERMONT	MARGAUX	VILLERS LES NANCY
BURKHARDT	ERIC	VILLEY ST ETIENNE
CESARI	CLAIRE	LAY ST CHRISTOPHE
CHAILLY	AUORE	VANDOEUVE LES NANCY
CHOQUERT	BENJAMIN	FROUARD
CORNIER	BRICE	VANDOEUVE LES NANCY
DUASO	JEANNE	FROUARD
FIEVET	ADELE	LONGEVILLE LES METZ
FRANCOIS	QUENTIN	NANCY
GIACOMONI	ALEXANDRE	CELLES SUR PLAINE
GIRAUD	CELINE	LIVORDUN
GRANGE	NICOLAS	CONTREREVILLE
HINGRAY	CAMILLE	THAON LES VOSGES
HUMBLOT	ALEX	COURCELLES S/S CHATENOIS
JORDANOU	BENOIT	NANCY
LAGAUDE	ANTOINE	DARNIEULLES
LAM	PHILIPPE	VANDOEUVE LES NANCY
LAVOIL	SEBASTIEN	EINVILLE
LIEBAUX	CEDRIC	CHANTRAINE
MARCHAL	MORGANE	VANDOEUVE LES NANCY
MAYER	DOMINIQUE	VANDOEUVE LES NANCY
MICHEL	VINCENT	DIEUZE
PELAK	SANDRINE	LUDRES
SZABLEWSKI	LAURA	FLETRANGE
THOMAS	STEPHANE	NANCY
TOTTOLI	JEAN BAPTISTE	NANCY
VANNON	CLAIRE	LE MENIL
VUILLEMARD	MARTIN	NANCY
ZERBATO	YANIS	NANCY

Examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique du jeudi 7 juin 2007-06-15 – Procès-verbal n° 6/2007

15 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ANTOINE	CLAIRE	HERSERANGE
BESANCON	EMELINE	MESSEIN
GOSSELIN	RUDY	GRANDE SYNTHÉ
LEBON	PHILIPPE	FREYMING MERLEBACH
MALARD	CYRILLE	PONT A MOUSSON
MENNEL	JULIE	EULMONT
MEURGUE	HELENE	PONT A MOUSSON
MONTIGNEAUT	FREDERICK	MALZEVILLE
PICCOLO	JONATHAN	VILLERS LA MONTAGNE
ROSSI	MARIELLE	LANEUVEVILLE DT NANCY
RUER	CELINE	LES FORGES
STEVENOOT	DAVID	COUDEKERQUE VILLAGE
THIEBAUX	MARIE	VILLE SUR SAULX
THIERY	CLEMENT	THAON LES VOSGES
TISSERAND	HELENE	VAGNEY

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 6 juin 2007 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Marbach

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Marbach est approuvé. Le règlement et ses annexes figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain,
- Le Républicain Lorrain.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Enfin, une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de Marbach pendant au moins un mois.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Marbach, à la DDE et à la préfecture.

Art. 3 : Le présent arrêté sera notifié au maire de Marbach, au directeur régional de l'environnement et au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le maire de la commune susvisée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 6 juin 2007 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (P.P.R.) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Waville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Waville est approuvé. Le règlement et ses annexes figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 : Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain,
- Le Républicain Lorrain.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Enfin, une copie de l'arrêté sera affichée en mairie de Waville pendant au moins un mois.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Waville, à la DDE, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture.

Art. 3 : Le présent arrêté sera notifié au maire de Waville, au sous-préfet de Briey, au directeur régional de l'environnement et au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et le maire de la commune susvisée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 11 juin 2007 autorisant la capture temporaire à des fins scientifiques de tous spécimens d'odonates dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Est autorisé à capturer temporairement à des fins scientifiques tous les spécimens d'odonates dans le département de Meurthe-et-Moselle, en dehors des limites des réserves naturelles nationales, M. MILLARD Renaud - office national des eaux et des milieux aquatiques – brigade des Vosges – 31, rue de l'Estrey – 88440 Nomexy en tant que formateur en entomologie.

Art. 2 : Les opérations de capture-relâcher auront comme but la réalisation d'inventaire, la formation, la photographie et l'identification d'espèces dans le cadre des missions régaliennes de l'ONEMA.

Art. 3 : Les animaux capturés au filet seront relâchés sur place.

Art. 4 : La personne citée à l'article 1^{er} transmettra un rapport de ses activités à la direction régionale de l'environnement Lorraine.

Art. 5 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le pétitionnaire, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, au directeur territorial Lorraine de l'office national des forêts et au ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, direction de la nature et des paysages.

Nancy, le 11 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 15 juin 2007 portant autorisation à pénétrer sur les propriétés privées dans le cadre de la mise en œuvre du programme de modernisation des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : En vue d'exécuter les opérations nécessaires aux cartographies d'habitats et aux inventaires écologiques nécessaires à la mise en œuvre du programme de modernisation des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF), les agents de la direction régionale de l'environnement (DIREN) et ceux auxquels cette administration aura délégué ses droits, sont autorisés à procéder, dans les communes listées en annexe, à toutes les opérations qu'exigent leurs travaux et, à cet effet, à pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (à l'exception des locaux consacrés à l'habitation), à franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations.

Art. 2 : Chacun de ces agents sera en possession d'une copie certifiée conforme au présent arrêté ainsi que d'un ordre de mission, qui devront être présentés à toute réquisition.

Les agents ne pourront pénétrer dans les propriétés susvisées qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 3 : Défense est faite aux propriétaires d'apporter aux agents chargés des études aucun trouble ni empêchement et de déplacer les différents signaux ou repères qui seront établis dans leurs propriétés.

Art. 4 : Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Art. 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans les communes listées en annexe à la diligence des maires.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par chaque maire au directeur régional de l'environnement.

L'introduction des agents ne pourra, cependant, avoir lieu à l'intérieur des propriétés closes que cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par la direction régionale de l'environnement.

Art. 6 : La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans l'année de sa date.

Art. 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur régional de l'environnement, les maires des communes listées en annexe, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

COMMUNE	Arrondissement	Code postal
AGINCOURT	NANCY	54770
AINGERAY	TOUL	54460
ALLAIN	TOUL	54170
ALLAMPS	TOUL	54112
ANGOMONT	LUNEVILLE	54540
ANSAUVILLE	TOUL	54470
ANTHELUP	LUNEVILLE	54110
AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	NANCY	54380
AVRIL	BRIEY	54150
BASLIEUX	BRIEY	54620
BAZAILLES	BRIEY	54620
BELLEVILLE	NANCY	54940
BERTRAMBOIS	LUNEVILLE	54480
BERTRICHAMPS	LUNEVILLE	54120
BEZANGE-LA-GRANDE	LUNEVILLE	54370
BIONVILLE	LUNEVILLE	54540
BOISMONT	BRIEY	54620
BOUCQ	TOUL	54200
BOUILLONVILLE	TOUL	54470
BRIEY	BRIEY	54150
BRIN-SUR-SEILLE	NANCY	54280
BULLIGNY	TOUL	54113
CHARENCEY-VEZIN	BRIEY	54260
CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	TOUL	54200
CHOLOY-MENILLOT	TOUL	54200
CONS-LA-GRANDVILLE	BRIEY	54870
DAMELEVIERES	LUNEVILLE	54360
DIEULOUARD	NANCY	54380
DOMEVRE-EN-HAYE	TOUL	54385
DOMMARTIN-SOUS-AMANCE	NANCY	54770
ECROUVES	TOUL	54200
EPIEZ-SUR-CHIERS	BRIEY	54260
EUVEZIN	TOUL	54470
FAVIERES	TOUL	54115
FECOCOURT	TOUL	54115
FOUG	TOUL	54570
GEZONCOURT	TOUL	54380
GIBEAUMEIX	TOUL	54112
GRISCOURT	TOUL	54380
GROSROUVRES	TOUL	54470
JAILLON	TOUL	54200
JAULNY	TOUL	54470
JEZAINVILLE	NANCY	54700

JOEUF	BRIEY	54240
LAIX	BRIEY	54720
LIMEY-REMENAUVILLE	TOUL	54470
LIRONVILLE	TOUL	54470
LIVERDUN	TOUL	54460
LONGUYON	BRIEY	54260
LUCEY	TOUL	54200
MAMEY	TOUL	54470
MANONVILLE	TOUL	54385
MANONVILLER	LUNEVILLE	54300
MARBACHE	NANCY	54820
MARON	NANCY	54230
MARTINCOURT	TOUL	54380
MEREVILLE	NANCY	54850
MESSEIN	NANCY	54850
MINORVILLE	TOUL	54385
MONCEL-SUR-SEILLE	NANCY	54280
MONTAUVILLE	NANCY	54700
MONTIGNY-SUR-CHIERS	BRIEY	54870
MORFONTAINE	BRIEY	54920
MORIVILLER	LUNEVILLE	54830
MOUTIERS	BRIEY	54660
NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON	NANCY	54700
NOVIAN-AUX-PRES	TOUL	54385
OCHEY	TOUL	54170
PAGNEY-DERRIERE-BARINE	TOUL	54200
PAGNY-SUR-MOSELLE	NANCY	54530
PETITMONT	LUNEVILLE	54480
PIERRE-LA-TREICHE	TOUL	54200
PIERREPONT	BRIEY	54620
POMPEY	NANCY	54340
PONT-A-MOUSSON	NANCY	54700
REMBER COURT-SUR-MAD	TOUL	54470
ROGEVILLE	TOUL	54380
ROYAUMEIX	TOUL	54200
SAINT-JULIEN-LES-GORZE	BRIEY	54470
SAINT-SAUVEUR	LUNEVILLE	54480
SANCY	BRIEY	54560
SAULXEROTTE	TOUL	54115
SAULXURES-LES-VANNES	TOUL	54170
SELAINCOURT	TOUL	54170
THIAUCOURT-REGNIEVILLE	TOUL	54470
THUILLEY-AUX-GROSEILLES	TOUL	54170
TRONDES	TOUL	54570
UGNY	BRIEY	54870
VAL-ET-CHATILLON	LUNEVILLE	54480
VANDIERES	NANCY	54121
VANNES-LE-CHATEL	TOUL	54112
VILCEY-SUR-TREY	TOUL	54700
VILLE-AU-MONTOIS	BRIEY	54620
VILLERS-EN-HAYE	TOUL	54380
VILLERS-SOUS-PRENY	NANCY	54700
VITTONVILLE	NANCY	54700
VIVIERS-SUR-CHIERS	BRIEY	54260
WAVILLE	BRIEY	54890

Extrait de l'arrêté du 19 juin 2007 portant création de la commission départementale des risques naturels majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Il est créé dans le département de Meurthe-et-Moselle une commission départementale des risques naturels majeurs présidée par M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : La commission départementale des risques naturels majeurs concourt à l'élaboration et à la mise en œuvre, dans le département, des politiques de prévention des risques naturels majeurs.

Elle peut être consultée par le préfet sur tout rapport, programme ou projet ayant trait à la prévention ou à la gestion de ces risques, sur la nature et le montant prévisionnel des aides aux travaux permettant de réduire le risque et sur l'impact des servitudes instituées en application de l'article L. 211-12 du code de l'environnement sur le développement durable de l'espace rural.

Elle émet un avis sur :

1. les projets de schémas de prévention des risques naturels et leur exécution ;
2. la délimitation des zones de rétention temporaire des eaux de crue ou de ruissellement et des zones de mobilité d'un cours d'eau mentionnées à l'article L. 211-12 du code de l'environnement, ainsi que les obligations faites aux propriétaires et exploitants des terrains ;
3. la délimitation des zones d'érosion, les programmes d'action correspondants et leur application dans les conditions prévues par les articles R. 114-1, R. 114-3 et R. 114-4 du code rural.

Elle est informée chaque année des demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et de l'utilisation du fonds de prévention des risques naturels majeurs.

Art. 3 : Sous la présidence de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou de son représentant, la commission départementale des risques naturels majeurs est composée de trois collèges de 9 membres chacun :

1^{er} collège

- 3 conseillers généraux, titulaires et suppléants, désignés par le conseil général,
- un représentant de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- un représentant de la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy,
- 3 maires, titulaires et suppléants, proposés par l'association des maires de Meurthe-et-Moselle,
- un représentant de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Meuse et de ses Affluents (EPAMA)

2^{ème} collège

- le président de la chambre de commerce et d'industrie ou son représentant,
- le président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant,
- le président de la chambre de métiers et de l'artisanat ou son représentant,
- le directeur du Bureau des Recherches géologiques et minières ou son représentant,
- le président de la chambre départementale des notaires ou son représentant,
- le président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant,
- un représentant de la Mission des Sociétés d'Assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels,
- un représentant de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FDSEA),
- un représentant de la Fédération de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques

3^{ème} collège

- un sous-préfet d'arrondissement désigné en fonction de l'actualité, ou son représentant,
- le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ou son représentant,
- le directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours ou son représentant,
- le directeur régional de l'Environnement ou son représentant,
- le directeur départemental de l'Équipement ou son représentant,
- le directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant,
- le chef du centre départemental de Météo France ou son représentant,
- le directeur du service de la Navigation du Nord-Est ou son représentant,
- le directeur de l'Office National des Forêts ou son représentant.

Art. 4 : Les membres de la commission sont nommés par arrêté préfectoral pour une durée de trois ans renouvelable.

Art. 5 : L'animation de la commission départementale des risques naturels majeurs est assurée par le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle et le secrétariat par le bureau de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la préfecture.

Le fonctionnement de la commission est régi par le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de la décision du 30 mai 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'ameublement et de décoration de la maison à l'enseigne I-Kobana à Houdemont

Réunie le 30 mai 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL IBEX, en qualité de future exploitante, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin d'ameublement et de décoration de la maison à l'enseigne I-Kobana à Houdemont de 2 000 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Houdemont.

Nancy, le 31 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de la décision du 30 mai 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'horlogerie-bijouterie à l'enseigne J. Delatour à Essey-lès-Nancy

Réunie le 30 mai 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA GNC Holding, en qualité de propriétaire, afin d'être autorisée à procéder à la création d'un magasin d'horlogerie-bijouterie à l'enseigne J. Delatour à Essey-lès-Nancy – ZAC de la Porte Verte de 457 m² de surface de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Essey-lès-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 31 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de la décision du 30 mai 2007 de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle concernant la création d'un magasin d'électroménager, TV, HI-FI, luminaires et arts de la table à l'enseigne Connexion à Laxou

Réunie le 30 mai 2007, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS NOUVELEC en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à créer à Laxou, ZAC de la Sapinière, un magasin d'électroménager, TV, HI-FI, luminaires et arts de la table de 1 400 m² de vente, cette demande étant présentée comme comportant le transfert des activités exercées sur une surface de vente de 2 130 m², sous l'enseigne Connexion dans un bâtiment situé à Laxou, 77 avenue de la Libération.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Laxou.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 31 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Extrait de l'arrêté du 20 juin 2007 portant dissolution de la régie de recettes créée auprès de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Art. 1^{er} : Les arrêtés du 11 mars 2002 portant création d'une régie d'avances auprès de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et nomination d'un régisseur en la personne de Madame Chantal GERGONNE, adjoint administratif à la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, sont abrogés.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Chantal GERGONNE.

Nancy, le 20 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté de délégation de signature du 22 juin 2007 de la personne représentant le pouvoir adjudicateur - Commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les projet d'avenant n° 1 au lot n°1 et n°2 au lot n°3 du marché de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de réfection de toiture du bâtiment P à la cité administrative de Nancy et sur le projet d'avenant n° 1 au lot 6 des travaux de restructuration de la préfecture

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret n° 2005654 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
 VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2 et 21 ;
 VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU les marchés passés le 11 janvier 2007 (lot3) et le 12 janvier 2007 (lot 1) relatif aux travaux de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de réfection de toiture du bâtiment P à la cité administrative de Nancy et le 8 décembre 2006 (lot 6) pour les travaux de restructuration de la préfecture de Nancy ;
 Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Gérard DALSTEIN, attaché chargé de la commande publique, à l'effet de présider la séance de la commission d'appel d'offres chargée de donner un avis sur les avenants n° 1 au lot n°1 et n°2 au lot n°3 du marché de remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments H et P et de réfection de toiture du bâtiment P à la cité administrative de Nancy ainsi que sur le projet d'avenant n° 1 au lot 6 des travaux de restructuration de la préfecture,, et de signer les procès-verbaux et documents annexes.

Art. 2 : La séance de cette commission se déroulera à la préfecture le 2 juillet 2007

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Direction des relations avec les collectivités locales Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Arrêté interpréfectoral du 19 juin 2007 (Meurthe-et-Moselle et Vosges) autorisant la création du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges
 chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.

5211-5-II, L. 5212-32, L. 5214-27 et L. 5721-1 et suivants ;

Vu l'article L. 122-1 et suivants et notamment l'article L. 122-4 du code de l'urbanisme relatif à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté portant fixation du périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle en date du 10 juillet 2006 ;

Vu l'arrêté interpréfectoral signé le 24 novembre 2006 par le préfet des Vosges, et le 27 novembre 2006 par le préfet de Meurthe-et-Moselle, fixant la liste des établissements publics de coopération intercommunale et des communes intéressés par le projet de création d'un syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2002 autorisant la communauté de communes du pays du Sânon à adhérer au syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale sans consultation de ses communes membres et la délibération de ladite communauté de communes du 19 décembre 2006 prise en ce sens ;

Vu la délibération favorable de la communauté urbaine du Grand Nancy en date du 21 décembre 2006, relative à son adhésion au syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle ;

Vu les délibérations favorables à l'adhésion au syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle des collectivités suivantes, confirmées à la majorité qualifiée par leurs communes membres en application de l'article L. 5214-27 du code général des collectivités territoriales :

- Communauté de communes Moselle et Madon en date du 14 décembre 2006,
- Communauté de communes de l'E.P.C.I. du pays de Colombey et du Sud Toulinois en date du 18 janvier 2007,
- Communauté de communes du val de Meurthe en date du 8 février 2007,
- Communauté de communes du Grand Couronné en date du 8 février 2007,
- Communauté de communes de la Vezouze en date du 30 janvier 2007,
- Communauté de communes du Cristal en date du 19 décembre 2006,
- Communauté de communes du Bayonnais en date du 21 décembre 2006,
- Communauté de communes du Massif de Haye en date du 18 décembre 2006,
- Communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette en date du 13 décembre 2006,
- Communauté de communes de la Mortagne en date du 12 février 2007,
- Communauté de communes du pays de la Haute Vezouze en date du 6 février 2007,
- Communauté de communes du Badonvillois en date du 22 janvier 2007,
- Communauté de communes la pipistrelle en date du 21 décembre 2006, et des communes de :
- Blénod-lès-Toul en date du 10 janvier 2007,

- Foug en date du 26 janvier 2007,
- Gêrbecourt-et-Haplemont en date du 15 décembre 2006,
- Laneuveville-dérrière-Foug en date du 21 décembre 2006 ;
- Considérant que l'absence de délibération des collectivités suivantes dans le délai de 3 mois vaut avis favorable à leur adhésion au syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle :
- Communauté de communes du Lunévillois, Communauté de communes des pays du sel et du Vermois, Communauté de communes du Saintois au Vermois, Communauté de communes de Seille et Mauchère, Communauté de communes des trois vallées, Communauté de communes des Côtes en Haye, Communauté de communes du Froidmont, Communauté de communes du Mirabée,

Communes de Bratte, Houdreville, Laronxe, Marthemont, Moivrons, Preny, Quevilloncourt, Saint-Clément, Saulxerotte, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény ;

Considérant que les collectivités ayant délibéré après le délai de consultation de 3 mois sont considérées comme favorables à leur adhésion au syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle :

Communauté de communes du bassin de Pompey, Communauté de communes du Toulinois, Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, Communauté de communes du Saintois, Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch, Communauté de communes du Grand Valmon, Communauté de communes de Hazelle, commune de Pagny-sur-Moselle.

Vu l'avis défavorable de la commune de Vandières en date du 2 février 2007 à son adhésion au syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'avis favorable donné par la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en sa séance du 10 novembre 2006, à la création du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'absence de délibération sur cette création de la commission permanente du conseil général des Vosges dans le délai de 2 mois suivant sa saisine du 10 octobre 2006, valant avis favorable à cette création ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Est autorisée la création du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle entre les collectivités suivantes :

Communauté Urbaine du Grand Nancy, Communauté de communes du bassin de Pompey, Communauté de communes du Toulinois, Communauté de communes du Lunévillois, Communauté de communes des pays du sel et du Vermois, Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, Communauté de communes Moselle et Madon, Communauté de communes de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois, Communauté de communes du val de Meurthe, Communauté de communes du Grand Couronné, Communauté de communes du Saintois, Communauté de communes du Saintois au Vermois, Communauté de communes du pays du Sânon, Communauté de communes de Seille et Mauchère, Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch, Communauté de communes de la Vezouze, Communauté de communes du Cristal, Communauté de communes des trois vallées, Communauté de communes du Bayonnais, Communauté de communes du Massif de Haye, Communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette, Communauté de communes de la Mortagne, Communauté de communes du pays de la Haute Vezouze, Communauté de communes du Badonvillois, Communauté de communes de Hazelle, Communauté de communes du Grand Valmon, Communauté de communes des Côtes en Haye, Communauté de communes du Froidmont, Communauté de communes la pipistrelle, Communauté de communes du Mirabée

et les 19 communes suivantes :

Blénod-lès-Toul, Bratte, Foug, Gêrbecourt-et-Haplemont, Houdreville, Laneuveville-Dérrière-Foug, Laronxe, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Preny, Quevilloncourt, Saint-Clément, Saulxerotte, Vandières, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény.

Art. 2 : Un exemplaire des statuts restera annexé au présent arrêté.

Art. 3 : Le syndicat mixte a pour objet :

- a) L'élaboration, la validation, le suivi et l'évaluation de l'application du schéma de cohérence territoriale.
- b) Les éventuelles modifications et révisions du schéma de cohérence territoriale.
- c) La définition des modalités de concertation avec les organismes publics et les habitants.
- d) La définition des schémas de secteur territoriaux et thématiques et leur mise en cohérence.

Art. 4 : Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Art. 5 : Le siège du syndicat est fixé au siège de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle – Centre Sadoul à Laxou (54520).

Art. 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de Maxéville.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des présidents et des maires des collectivités concernées et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 19 juin 2007

Le préfet
 de Meurthe-et-Moselle,
 Claude BALAND

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges,
 chargé de l'administration de l'Etat
 dans le département,
 Charles-Edouard TOLLU

Statuts du syndicat mixte de gestion du SCOT Sud Meurthe-et-Moselle
PREAMBULE

Le schéma de cohérence territoriale de Meurthe-et-Moselle Sud regroupe, sur les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul, toutes les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant pris la compétence.

Espace économique commun, le SCOT est mis en place pour construire l'avenir du territoire, instaurer une logique commune de développement en matière d'urbanisme, d'habitat, de services, de transports, de culture, de développement économique, de tourisme ou d'environnement. Cette dimension stratégique du SCOT implique que, bien que ne pouvant être membres à part entière du syndicat mixte, le département et les Pays soient associés étroitement à ses travaux.

Espace de réflexion partagée, le SCOT est établi en toute transparence en associant les élus, les acteurs économiques, les acteurs sociaux et la société civile et en s'appuyant sur la consultation de différents partenaires, comme notamment, le conseil général, les Pays, les chambres consulaires...

Le syndicat mixte se dotera des moyens humains nécessaires pour assurer son fonctionnement.

Art. 1^{er} : Dénomination, composition

En application de l'article L 122.4 du code de l'urbanisme et des articles L 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre :

la Communauté Urbaine du Grand Nancy, la Communauté de communes du Bassin de Pompey, la Communauté de communes du Toulais, la Communauté de communes du Lunévillois, la Communauté de communes des Pays du sel et du Vermois, la Communauté de communes du Pays de Pont à Mousson, la Communauté de communes de Moselle et Madon, la Communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulais, la Communauté de communes du Val de Meurthe, la Communauté de communes du Grand Couronné, la Communauté de communes du Saintois, la Communauté de communes du Saintois au Vermois, la Communauté de communes du Pays du Sanon, la Communauté de communes de Seille et Mauchère, la Communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch, la Communauté de communes de la Vezouze, la Communauté de communes du Cristal, la Communauté de communes des Trois Vallées, la Communauté de communes du Bayonnais, la Communauté de communes Massif de Haye, la Communauté de communes d'Entre Meurthe et Verdurette, la Communauté de communes de la Mortagne, la Communauté de communes du Pays de la Haute Vezouze, la Communauté de communes du Badonvillois, la Communauté de communes de Hazelle, la Communauté de communes du Grand Valmon, la Communauté de communes des Côtes en Haye, la Communauté de communes du Froimont, la Communauté de communes de La Pipistrelle, la Communauté de communes du Mirabée et les 19 communes suivantes :

Blénod-lès-Toul, Bratte, Foug, Gerbecourt-et-Haplemont, Houdreville, Laneuveville-derrière-Foug, Laronge, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Preny, Quevilloncourt, Saint-Clément, Saulxerotte, Vandières, Vieville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-lès-Moivrons, Villers-sous-Preny.

Un syndicat mixte fermé qui prend la dénomination du "Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle".

Art. 2 : Objet du syndicat mixte

Le syndicat mixte a pour objet :

- a) L'élaboration, la validation, le suivi et l'évaluation de l'application du schéma de cohérence territoriale
- b) Les éventuelles modifications et révisions du SCOT
- c) La définition des modalités de concertation avec les organismes publics et les habitants
- d) La définition des modalités d'élaboration des schémas de secteur territoriaux et thématiques et leur mise en cohérence.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, le syndicat mixte pourra :

- réaliser et faire réaliser toutes études ou travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences
- établir toute demande de subventions ou participations aux frais engagés pour sa mission
- associer à tous travaux l'Etat, la Région, le Département, les Pays, les chambres consulaires et tout autre organisme ou personne pouvant avoir compétence en matière d'aménagement de l'espace ou être intéressés à l'élaboration, à la révision et au suivi du SCOT
- recueillir l'avis de tout organisme ou association ayant compétence en matière d'habitat, d'urbanisme, de déplacement, d'aménagement ou d'environnement.

Art. 3 : Siège

Le siège du syndicat mixte est fixé à l'association des maires de Meurthe-et-Moselle – Centre Sadoul à LAXOU.

Art. 4 : Durée

Le syndicat mixte est institué pour une durée illimitée.

Art. 5 : Administration et comité syndical

Le syndicat mixte est administré par un Comité syndical composé de délégués élus par les communes et les établissements publics intéressés à raison de :

- 1 délégué par commune isolée
- 2 délégués par EPCI de moins de 5000 hts
- 4 délégués par EPCI de 5000 à 9999 hts
- 6 délégués par EPCI de 10000 à 19999 hts
- 8 délégués par EPCI de 20000 à 29999 hts
- 10 délégués par EPCI de 30000 à 39999 hts
- + 3 délégués par tranche entière de 10500 hts au-delà de 40000 hts.

Les délégués suivent, quant à la durée de leur mandat au comité syndical, le sort de l'assemblée délibérante qui les a élus. Toutefois, les dispositions du précédent alinéa ne font pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à leur remplacement par une nouvelle désignation.

Art. 6 : Fonctionnement du comité syndical

Les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement du conseil municipal des communes de plus de 3500 habitants sont applicables au fonctionnement du comité syndical.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président ou à la demande motivée d'au moins un tiers des délégués.

Le délai de convocation est fixé à 5 jours francs. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le président sans toutefois être inférieur à 1 jour franc. Le comité syndical se réunit au siège administratif du syndicat ou dans un lieu choisi par lui sur le territoire de l'une ou l'autre des collectivités ou établissements publics membres. Le comité syndical ne peut valablement délibérer que lorsque sont présents plus de la moitié des délégués. Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le comité syndical est à nouveau convoqué à 3 jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Les délibérations du comité syndical sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Tout délégué du comité syndical peut donner à un autre membre de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable.

Art. 7 : Attributions du comité syndical

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de la compétence du syndicat.

Le comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au président à l'exception :

- du vote du budget,
 - de l'approbation du compte administratif,
 - des décisions relatives aux modifications des décisions initiales de composition, de fonctionnement ou de durée du syndicat,
 - de l'adhésion du syndicat à un établissement public.
- Le comité syndical peut former, pour l'exercice de ses compétences, des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

Art. 8 : Bureau

Le comité syndical élit, en son sein, lors de sa première réunion, un Bureau de 25 membres au plus, représentatif des territoires et de la composition du comité syndical et comprenant :

- 1 président
- 4 vice-présidents
- au plus 20 autres membres.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le Bureau se réunit sur convocation de son président, il prépare les décisions du comité syndical, il met au point le programme des études à mener pour la conduite du SCOT.

Le Bureau peut, par délégation du comité, être chargé du règlement de certaines affaires, selon l'article L. 5211-10. Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Art. 9 : Président (e)

Le président est élu par le comité syndical, en son sein. Il est l'organe exécutif du syndicat mixte. Sa voix est prépondérante, en cas d'égalité lors des votes. Il convoque le comité syndical aux réunions de travail ; il dirige les débats, prépare et exécute les délibérations du comité. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du syndicat.

Le président est le seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau ; ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Il est le chef des services de l'établissement public de coopération intercommunale. Le président représente le syndicat en justice. A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du président, les fonctions de président seront assurées par le doyen d'âge. Le président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception des matières prévues à l'article L. 5211-10.

Art. 10 : Comités consultatifs

Le comité syndical peut créer des comités consultatifs sur toutes les affaires d'intérêt intercommunal relevant de sa compétence sur tout ou partie de son périmètre dans les conditions fixées à l'article L. 5211-49-1 du code général des collectivités territoriales. Ces comités consultatifs constitueront notamment l'un des lieux privilégiés d'association du département et des Pays.

Art. 11 : Budget

Le budget du syndicat mixte pourvoit aux dépenses de toutes natures imposées par l'exécution des missions constituant son objet, constituées notamment par :

- les frais de fonctionnement courant,
 - les frais de personnel,
 - les frais d'études et de missions.
- Les recettes du syndicat mixte sont constituées par :
- les contributions financières des membres adhérents
 - les subventions qui pourront être obtenues auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région ou du Département
 - les subventions et recettes diverses,
 - les produits des dons et legs,
 - le produit des emprunts éventuels.

Art. 12 : Règlement intérieur

Le règlement intérieur est établi par le comité syndical dans les six mois qui suivent son installation. Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, il définit les dispositions relatives au fonctionnement

du comité syndical, du Bureau, des commissions ou comités qui ne seraient pas définies par les présents statuts.

Art. 13 : Evolutions des statuts

La prise en considération de nouveaux EPCI compétents en matière d'élaboration de schéma de cohérence territoriale intervient dans les conditions définies par l'article L. 122-5 du code de l'urbanisme et conformément aux dispositions de l'article 5 des présents statuts pour ce qui concerne la composition du comité syndical.

Art. 14 : Dissolution

Le syndicat peut être dissout conformément aux dispositions prévues par l'article L.5212-33 du code général des collectivités territoriales.

Art. 15 : Mise en œuvre des statuts

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des assemblées des communes et établissements publics décidant la création du syndicat mixte.

Nancy, le 19 juin 2007

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour.

Le préfet,
Claude BALAND

Préfecture des Vosges
Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour.
Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État
dans le département,
Charles-Edouard TOLLU

EPCI	Nombre d'habitants	Nombre de communes	Nombre de sièges
Communauté de Communes Froidmont	1 178	4	2
Communauté de Communes Mirabée	1356	9	2
Communauté de Communes Côtes en Haye	1 393	9	2
Communauté de Communes Grand Valmon	1 782	7	2
Communauté de Communes Hazelle	2 041	5	2
Communauté de Communes Pipistrelle	2445	8	2
Communauté de Communes Pays de Badonviller	2 936	10	2
Communauté de Communes Haute Vezouze	3 507	7	2
Communauté de Communes Mortagne	4 254	17	2
Communauté de Communes Massif de Haye	4 800	4	2
Communauté de Communes Bayonnais	5 119	23	4
Communauté de Communes Meurthe et Verduette	5 523	16	4
Communauté de Communes Trois Vallées	5 582	25	4
Communauté de Communes Cristal	5 599	3	4
Communauté de Communes de la Vezouze	5 634	34	4
Communauté de Communes Vals de Moselle et de l'Esch	6 944	7	4
Communauté de Communes Pays de Sânon	7 091	30	4
Communauté de Communes Seille et Mauchère	7 140	20	4
Communauté de Communes Saintois au Vermois	7 252	10	4
Communauté de Communes Saintois	8 291	36	4
Communauté de Communes Grand Couronné	8 395	18	4
Communauté de Communes Val de Meurthe	9 240	7	4
Communauté de Communes Pays de Colombey et du Sud Toulinois	10 478	37	6
Communauté de Communes Moselle et Madon	22 555	12	8
Communauté de Communes Pays de Pont-à-Mousson	25 500	10	8
Communauté de Communes Pays du Sel et du Vermois	25 967	10	8
Communauté de Communes Lunévillois	27 804	12	8
Communauté de Communes Toulinois	32 575	23	10
Communauté de Communes Bassin de Pompey	41 233	12	10
Communauté Urbaine du Grand Nancy	264 657	20	63
Bratte	32	1	1
Marthemont	35	1	1
Saulxerotte	68	1	1
Villers les Moirons	79	1	1
Quevilloncourt	87	1	1
Laneuveville derrière Foug	146	1	1
Vieville en Haye	151	1	1
Vilcey sur Trey	155	1	1
Gerbécourt et Haplemont	217	1	1
Prency	344	1	1
Villers sous Prency	345	1	1
Moirons	352	1	1

Houdreville	365	1	1
Laronxe	374	1	1
Saint Clément	840	1	1
Vandières	932	1	1
Blénod les Toul	1018	1	1
Foug	2774	1	1
Pagny sur Moselle	4103	1	1
TOTAL	570 688	464	208

Sous-préfecture de Briey

Extrait de l'arrêté du 22 mai 2007 portant mandatement d'office de la somme de 2 923,00 € due par la commune de Villette au service départemental d'incendie et de secours de la Meurthe-et-Moselle au titre de 2005

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Une somme de 2 923,00 €, correspondant à la contribution de la commune de Villette sera versée au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meurthe-et-Moselle au titre de l'année 2005.

Art. 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2007 de la commune de Villette.

Art. 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Art. 4 : Le comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur de la commune de Villette, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Meurthe-et-Moselle, notifié au maire de la commune de Villette et dont copie conforme sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, à la trésorière de Longuyon et au directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 22 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté du 24 mai 2007 portant mandatement d'office au profit du syndicat intercommunal de la Bourse du Travail de Piennes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Une somme de 878,40 €, correspondant à la dette de la commune de Mont-Bonvillers sera versée au syndicat de la Bourse du Travail de Piennes.

Art. 2 : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2007 de la commune de Mont-Bonvillers.

Art. 3 : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Art. 4 : Le comptable de la trésorerie d'Audun-le-Roman, receveur de la commune de Mont-Bonvillers, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié au maire de la commune de Mont-Bonvillers et dont copie conforme sera adressée au préfet de Meurthe-et-Moselle, au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, au trésorier de Piennes, receveur du syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail de Piennes et au président du syndicat intercommunal pour la gestion de la Bourse du Travail de Piennes.

Briey, le 24 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

Extrait de l'arrêté du 18 juin 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes-Errouville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes-Errouville. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes-Errouville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 18 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey.

Extrait de l'arrêté du 18 juin 2007 autorisant l'adhésion de la commune de Villers-la-Chèvre au syndicat intercommunal scolaire « Paul Fort » et la modification des statuts du syndicat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'adhésion de la commune de VILLERS-LA-CHEVRE au syndicat intercommunal scolaire « Paul Fort » est autorisée.

La commune de VILLERS-LA-CHEVRE sera représentée au sein du comité syndical par trois délégués titulaires et trois délégués suppléants.

Art. 2 : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire « Paul Fort ». Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Brie, le président du syndicat intercommunal scolaire « Paul Fort » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées, au président de la communauté de communes des Deux Rivières et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Brie, le 18 Juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Philippe RONSSIN

Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Brie.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Arrêté A.R.H. n° 36 du 6 juin 2007 portant fin d'un intérim de direction au centre hospitalier de Pont à Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment son article L 6115-3 ;
VU la loi n° 83-634 du 17 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 4 ;

VU l'arrêté interministériel du 2 août 2005 portant application du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 4 ;

VU l'arrêté A.R.H. / D.D.A.S.S. n°90 du 12 septembre 2005 confiant l'intérim de la direction du centre hospitalier de Pont à Mousson à monsieur Charles GUEPRATTE ;

VU la demande de monsieur Charles GUEPRATTE ;
SUR proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est mis fin, à sa demande, à l'intérim des fonctions de directeur du centre hospitalier de Pont à Mousson assuré par monsieur Charles GUEPRATTE à compter du 4 juin 2007.

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le président du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont à Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 6 juin 2007

La directrice par intérim,
Danielle MOUFFARD

Arrêté A.R.H. n° 37 du 6 juin 2007 portant désignation d'un directeur par intérim au centre hospitalier de Pont à Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment son article L 6115-3 ;
VU la loi n° 83-634 du 17 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment ses articles 1 et 7 ;

3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment ses articles 1 et 7 ;

VU l'arrêté interministériel du 2 août 2005 portant application du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 4 ;

Vu la demande de monsieur Charles GUEPRATTE ;

SUR proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Stéphane MASSARD, directeur adjoint du centre hospitalier universitaire de Nancy est chargé, à compter du 4 juin 2007, de l'intérim des fonctions de directeur du centre hospitalier de Pont à Mousson et ce jusqu'à la nomination d'un directeur en titre.

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le président du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont à Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 6 juin 2007

La directrice par intérim,
Danielle MOUFFARD

Arrêté A.R.H. n° 38 du 6 juin 2007 portant désignation d'un directeur par intérim au centre de moyen séjour de Faulx

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

VU le code de la santé publique et notamment son article L 6115-3 ;

VU la loi n° 83-634 du 17 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2005-920 du 2 août 2005 portant dispositions relatives à la direction de certains établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment ses articles 1 et 7 ;

VU l'arrêté interministériel du 2 août 2005 portant application du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment son article 4 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 nommant monsieur Roger DALLA COSTA, directeur de l'établissement public départemental de santé de Gorze ;
SUR proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Monsieur Stéphane MASSARD, directeur adjoint du centre hospitalier universitaire de Nancy est chargé, à compter du 1^{er} juillet 2007, de l'intérim des fonctions de directeur du centre de moyen séjour de Faulx et ce jusqu'à la nomination d'un directeur en titre.

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le président du conseil d'administration du centre de moyen séjour de Faulx sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.
Nancy, le 6 juin 2007

La directrice par intérim,
Danielle MOUFFARD

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 1 du 31 mai 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre de lutte contre le cancer Alexis Vautrin

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration du centre Alexis Vautrin est fixée comme suit :

- 1 Le représentant de l'Etat dans le département
Monsieur BALAND, Préfet de Meurthe et Moselle
- 2 Le Directeur de l'unité de formation ou de recherche de médecine
Monsieur le Professeur NETTER, Doyen de la faculté de médecine
- 3 Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire
Monsieur PERICARD, Directeur Général du CHU de Nancy
- 4 Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer
Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS
- 5 Un représentant du Conseil Economique et Social Régional
Monsieur Patrice SANGLIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social de Lorraine.
- 6 Quatre représentants des personnels :
Monsieur le Docteur VERHAEGHE, représentant la CME
Monsieur le Professeur CONROY, représentant la CME,
Madame VOLFF Dominique, cadre, représentant le CE
Madame MARI Magda, représentant le CE.
- 7 4 personnes qualifiées dont un médecin :

Monsieur le Professeur Philippe CANTON, représentant l'Ordre des Médecins
Monsieur André ROSSINOT, Président de la Communauté Régionale de Lorraine,

Monsieur Bernard MERTZ, Conseiller Régional de Lorraine,
Madame Dominique OLIVIER, Conseiller Général de Meurthe et Moselle.

8 Deux représentants des usagers :

Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer,

Monsieur le Docteur Roger SAFFROY, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer.

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur général du centre Alexis Vautrin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 31 mai 2007

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 17 du 6 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont à Mousson

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Pont à Mousson est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de Pont à Mousson, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de Montauville, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Guy SOUHAIT, représentant la commune de Blénod lès Pont à Mousson, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du conseil régional
Monsieur LECLERCQ Philippe, conseiller régional, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice président de la CME
Président : Madame le Docteur Noëlle CHERY, Praticien Hospitalier, fin du mandat en avril 2011
Vice-Président : Monsieur le Docteur Eric VINCKEL, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011.
- 7 Deux autres membres de la CME
Madame le Docteur Samira BOUNAAS, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2007,
La 4^{ème} personne est en attente de nomination.
- 8 Un membre de la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-technique
Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, fin du mandat janvier 2011.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Françoise DENIS, sage-femme, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Joëlle SCHOOR, infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2007,
Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale, fin du mandat au 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Monsieur Hubert DARDAINE, personne qualifiée, fin du mandat en juin 2010,
Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin, fin du mandat en janvier 2010
Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, fin du mandat en janvier 2010.
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat fin juin 2007,
Madame Patricia VIRTEL, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les établissements hospitaliers (VMEH), fin du mandat fin juin 2007.
Monsieur Jacques PERSON, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2008.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 16 du 23 février 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Pont à Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 17 du 15 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Toul est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Madame Lucette LALEVEE, adjointe au maire de Toul, Présidente, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Monsieur Gérard HOWALD, adjoint au maire de Toul, fin du mandat en mars 2008,
Madame Catherine GAY, administrateur, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Alain ANSTETT, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Madame Pâquerette TROUSSON, adjointe aux affaires sociales, représentant la commune d'Ecrouves, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Michel LAMAZE, maire de Foug, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du conseil régional
Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président et le vice président de la CME
Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2010
Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice Présidente, fin du mandat en mai 2010.
- 7 Deux autres membres de la CME
Madame BARDIN, fin du mandat en mai 2010,
Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2010.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmier, de rééducation et médico-technique
Madame MELAT Evelyne, aide soignante, fin du mandat en décembre 2009.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Marianne PIERSON, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Angéla RICOU, infirmière, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Sylvie BERNARD, aide-soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Madame Colette DE NARDO, personne qualifiée,
Monsieur le Docteur Bernard LAUER, médecin non hospitalier, fin du mandat en mai 2009,
Monsieur Didier HENRY, infirmier libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Trois représentants des usagers
Monsieur le Docteur Bernard WURMS, chirurgien dentiste en retraite, représentant l'association « Pour le Droit de Mourir dans la Dignité », fin du mandat en septembre 2007,
Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mai 2012,
Monsieur Maurice JORROT, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation, fin du mandat en janvier 2008.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 16 du 21 février 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 19 du 15 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration du centre hospitalier de Briey est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Guy VATTIER, maire de Briey, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
Monsieur François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2008,
Monsieur Jean WOJDACKI, adjoint au maire de Briey, fin du mandat en mars 2008,
Madame Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2008.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
Madame Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'Homécourt, fin du mandat en mars 2008,
Madame Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de Joeuf, fin du mandat en mars 2008.
- 4 Un représentant du conseil général
Monsieur CORZANI, maire de la ville de Joeuf et conseiller général, fin du mandat en mars 2008.
- 5 Un représentant du conseil régional
Monsieur Christian ECKERT, conseiller régional, fin du mandat en mars 2010.
- 6 Le président de la CME
Président : Monsieur Jean-Marie DOLLARD, praticien hospitalier, fin du mandat en mai 2011
- 7 Trois autres membres de la CME
Monsieur Antoine AL HALABY, cardiologue, fin du mandat en mai 2011,
Monsieur Laurent MARTIN, chirurgien, fin du mandat en mai 2011,
Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, médecin, fin du mandat en mai 2011.
- 8 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques
Madame Mireille GRANDMAIRE, cadre supérieur de santé, fin du mandat en septembre 2009.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, fin du mandat le 31 décembre 2007,
Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
Maître Pierre LACROIX, avocat, fin du mandat en juin 2012,
Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2009,
Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2009.
- 11 Deux représentants des usagers
Madame Danielle BECKER, représentant le Secours Catholique, fin du mandat fin juin 2007,
Monsieur Bernard CREHANGE, administrateur et secrétaire général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54, fin du mandat fin juin 2007,
Monsieur KEUER Jean-Denis, Président de l'ADMR, fin du mandat en janvier 2008.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
Madame Josette EDFRENNES, fin du mandat en 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 18 du 21 février 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 15 juin 2007

La directrice de l'agence régionale
de l'hospitalisation par intérim,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 21 du 6 juin 2007 fixant la composition du conseil d'administration de la maternité régionale de Nancy

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du conseil d'administration de la maternité régionale de Nancy est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration
Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Cinq représentants du conseil général
Madame Dominique OLIVER, fin du mandat en mars 2008
Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2008

Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en mars 2008

Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en mars 2008

Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en mars 2008.

- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal
Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2008.

- 4 Un représentant du conseil régional

Madame BEZAZ Daouia, fin du mandat en mars 2010.

- 5 Le président de la CME

Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, fin de mandat avril 2011.

- 6 Trois autres membres de la CME

Monsieur le Docteur DROULLE Pierre, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011,

Madame le Docteur FRANCK Patricia, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011,

Monsieur le Docteur ROUTIOT Thierry, praticien hospitalier, fin du mandat en avril 2011.

- 7 Un membre de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques
Poste non pourvu

- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,

Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,

Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.

- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de Nancy, fin du mandat le 14 juin 2007,

Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat mars 2011,

Monsieur DURAND Michaël, infirmier libéral, représentant les professions paramédicales, fin du mandat en janvier 2009.

- 10 Deux représentants des usagers

Monsieur Rémi DEHAYE, médecin généraliste, représentant le Comité d'Accueil à l'Enfant et d'Aide aux Futures Mères, fin du mandat fin juin 2007,

Madame Thérèse VAUTRIN, représentant « Familles Rurales », fin du mandat en juin 2012.

Madame Josiane NAUMAN en remplacement de Madame RECEVEUR Brigitte, représentant l'Association SYMPHONIE, fin du mandat en janvier 2008.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 20 du 20 avril 2007.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur de la maternité régionale de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine / URCAM de Lorraine

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 22 mai 2007 - Réseau gérontologique RESEAU - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau gérontologique RESEAU au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2007 représenté par son promoteur

Nom Prénom	Docteur Catherine COLLARD
Statut professionnel	Médecin gériatre – Chef de service CH
Adresse	Centre Hospitalier 2, rue Level BP 206 - 54301 Lunéville

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	RESEAU
Numéro d'identification	960410298

Thème Le projet vise à accompagner la personne âgée dans son projet de vie à domicile grâce à une évaluation médico-psycho-sociale multidisciplinaire de qualité pour apporter les réponses les plus adaptées à ses besoins, en développant un travail en réseau pour coordonner les moyens existants.

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2007 à 158 795 €

Le promoteur dispose d'un financement 2007 de 177 632 € :

- DRDR 2007 :	158 793 €
- Crédit non consommé au 31/12/2006 :	18 837 €

Le financement total est ajusté et porté à 372 491.75 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR du 01/10/05 au 31/12/07

Proposition de financement DRDR	Nom du réseau : RESEAU		
	2005	2006	2007
Equipement			
Ordinateurs logiciels licences, téléphones	11 870,00		
Système d'information			
Charge de personnels			
Coordonnateur médecin gériatre (80%)	13 728,00	56 010,00	57 130,00
IDE	9 800,00	39 984,00	40 784,00
Ergothérapeute (50%)	6 119,00	24 964,50	25 464,00
Psychologue 50%		20 655,00	21 068,00
Secrétaire (50%)	4 625,00	18 870,00	19 248,00
Déplacement équipe mobile	1 290,00	5 160,00	5 160,00
Autres frais de fonctionnement			
Imprimerie	2 000,00		
Dossier commun	4 000,00		
Rémunération spécifiques pour les libéraux hors soins			
Médecin généraliste inclusion (60 €)	1 500,00	6 000,00	6 000,00
IDE AMI 6,5 (18,85 €)	471,25	1 885,00	1 885,00
Kiné libéral AMK 8,75 (17,85 €)	178,50	892,50	893,00
Coopératif du Collège des Gériatres Lorrains		10 000,00	
Total	55 581,75	184 421,00	177 632,00
Crédit non consommé 31/12/N-1		26 306,00	18 837,00
DRDR		158 115,00	158 795,00

Art. 6 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, le 1^{er} octobre 2007 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau**Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy; désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 22 mai 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 24 mai 2007 - Réseau ALCAD - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

D E C I D E N T

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des réseaux pour 2007

représenté par son promoteur

Nom Prénom	Monsieur le Professeur François PAILLE
Statut professionnel	Professeur de Médecine Interne
Adresse	Hôpital Villemin 47, rue de Nabécor - 54035 Nancy Cedex

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	ALCAD
Numéro d'identification	960410215
Thème	« Réseau de santé ayant pour objectif de repérer et de prendre en charge précocement, dans le cadre d'une prise en charge globale et de soins coordonnés, le mesurage d'alcool associé ou non à d'autres conduites addictives, il est le lieu de concertation de tous les acteurs du sud de la Meurthe-et-Moselle intéressés par la prévention et l'accompagnement psychosocial de patients en difficulté avec l'alcool... »

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision porte le montant de la DRDR 2007 à 61 544 €
Le promoteur dispose pour 2007 d'un financement de 91 160 € :

- DRDR 2007 : 61 544 €
 - Crédit non consommé au 31/12/2006 : 29 616 €
 Le financement total du 27/10/2004 au 27/10/2007 après ajustement s'élève à 275 636 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR (en €) du 27/10/04 au 27/10/07

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007
Equipement	22 960	3 000		
Systèmes d'information			11 007	
Fonctionnement				
Charge de personnels salariés		48 200		
Secrétaire ½ ETP			16 400	16 400
Infirmière ½ ETP			24 000	24 000
Psychologue 30 €/séance			6 000	6 000
Coordonnateur 40 €/heure			2 840	2 840
Autres frais de fonctionnement				
Prévention de rechute		4 332		4 300
Dossier médical patient		4 000		4 000
Frais généraux		10 000	1 500	7 700
Honoraires divers		2 000		
Déplacements		3 000	700	3 000
Formation		10 000	12 200	10 000
Evaluation		21 000	5 000	
Rémunérations spécifiques pour les libéraux hors soins				
Module 1 : 120 €		6 000	12 000	3 000
Module 2 : 120 €		3 000	6 000	1 440
Module 3 : 480 €		4 800	9 600	2 400
Module 4 : 360 €		1 800	3 600	1 080
Module 6 : 800 €		8 000	16 800	4 000
Indemnisation spécialistes-paramédicaux : 200 €		2 000	4 000	1 000
Total	22 960	131 132	131 647	91 160
Crédit non consommé 31/12/N-1			71 647	29 616
DRDR			60 000	61 544

Art. 6 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, le 1^{er} août 07 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 24 mai 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
 La directrice adjointe,
 Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
 de Lorraine,
 Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 24 mai 2007 - Réseau RTVH 54 - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des réseaux pour 2007 au réseau RTVH 54

représenté par son promoteur

Nom Prénom Docteur Thierry JAMAIN
 Statut professionnel Médecin généraliste
 Adresse 12 rue d'Amerval - 54000 Nancy

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410330

Thème Améliorer la prise en charge globale des patients en situation d'addiction en optimisant le parcours de soin en interactivité avec les intervenants des champs médicaux, sociaux et éducatifs du réseau, en échangeant les informations entre professionnels de santé et social sur le suivi.

Zone géographique (codes INSEE) Le département de Meurthe et Moselle
 Caisses d'assurance maladie concernées

CPAM de Nancy, Longwy, MSA, CMR, URSSME

Art. 2 : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2007 à 36 958 €
 Le promoteur dispose d'un financement 2007 de 44 600 € :
 - DRDR 2007 : 36 958 €
 - Crédit non consommé au 31/12/2006 : 7 642 €
 Après ajustement, le financement DRDR total, du 01/07/06 au 31/12/07, s'élève à 56 482 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR du 01/07/06 au 31/12/07

	2006	2007
Evaluation	1 500.00	3 000.00
Charge de personnels		
Coordonnateur médecin	9 384.00	20 000.00
Secrétaire	3 990.00	9 000.00
Autres frais de fonctionnement		
Autres frais généraux	500.00	1 000.00
Rémunération spécifiques pour les libéraux hors soins		
Participation aux réunions de formation et d'information		
Médecins libéraux (60 €)	600.00	3 000.00
Autres professionnels (30 €)	750.00	3 000.00
Médecins libéraux		
Consultation de sevrage 40 €	800.00	1 600.00
2 C de suivi de sevrage 40 €	1 600.00	3 200.00
Coordination 20 €	400.00	800.00
Total	19 524.00	44 600.00
Crédit non consommé au 31/12/N-1		7 642.00
DRDR		36 958.00

Les autres financeurs potentiels sont :

- Le conseil général de Meurthe et Moselle
- L'Etat (MILDT)

Art. 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Art. 7 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A apporter la preuve de la valeur ajoutée du réseau par rapport à une prise en charge hors réseau
- A définir des critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs
- A se rapprocher des réseaux existants en lorraine et surtout les réseaux de toxicomanie et à rechercher les axes de mutualisation pour maîtriser les coûts (élaboration de référentiel...)
- A présenter aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM l'évaluation du fonctionnement du réseau en septembre 2007 pour leur permettre d'apprécier les conditions dans lesquelles RTVH54 devra poursuivre son fonctionnement et de déterminer les modalités de financement.
- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients.
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur

- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 8 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 9 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 01 octobre 2007 au plus tard. En plus du rapport d'activité précédent, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 10 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 11 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 12 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région, d'une part, et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 13 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 24 mai 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
 La directrice adjointe,
 Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
 de Lorraine,
 Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 1^{er} juin 2007 - Réseau AUTREMENT - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine
 Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2007

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Nom du réseau AUTREMENT

Numéro d'identification 960410280

Thème Promouvoir, faire connaître et mettre à disposition des patients atteints de cancer à une phase évoluée et de leur entourage, mais aussi des professionnels de santé, un réseau de soins palliatifs douloureux à domicile, pour améliorer la prise en charge du patient en mettant en place une coordination centrée sur le patient.

Zone géographique (codes INSEE) : 5428 – 5410 – 5429 – 5405 – 5414 – 5413 – 5403 – 5404 – 8803 – 8805 – 8806 – 8821 – 8811 – 8812 – 8830 – 8828 – 8816

Caisses d'assurance maladie concernées : les CPAMs de Nancy et Epinal, MSA Lorraine, CMR de Lorraine, URSSME.

Art. 2 : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2007 à 202 858 €

Le promoteur dispose d'un financement 2007 de 228 360 € :

- DRDR 2007 : 202 858 €

- Crédit non consommé au 31/12/2006 : 25 502 €

Après ajustement, le financement DRDR total, du 01/01/05 au 31/12/07, s'élève à 413 633 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de modification pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR du 01/10/05 au 31/12/07

	2005	2006	2007
Equipement			
Site internet	2 000,00		
Standard téléphonique	1 000,00		
Système d'information			
Charge de personnels			
Coordonnateur médecin (N.N+1 1/2T - N+2 80 %)	12 296,00	51 984,00	83 175,00
IDE	10 000,00	40 000,00	40 000,00
Psychologue		12 815,00	25 625,00
Secrétaire	3 500,00	16 800,00	20 860,00
Déplacement équipe mobile coordination	1 400,00	8 250,00	11 500,00
Autres frais de fonctionnement			
Frais généraux	3 750,00	15 000,00	20 000,00
Astreintes	3 300,00	15 600,00	15 600,00
Rémunération spécifiques pour les libéraux hors soins			
Médecin généraliste coordination (3C 60 € par réunion 6PS)	1 080,00	3 600,00	3 600,00
PS concertation forfait 40 €/ patient par mois (max. 2mois)	2 800,00	5 600,00	8 000,00
TOTAL	41 126,00	169 649,00	228 360,00
CREDIT NON CONSOMME AU 31/12/N-1			25 502,00
DRDR			202 858,00

Art. 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Art. 7 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A se conformer aux recommandations du SROS en matière de soins palliatifs accompagnement de la douleur
- A faire appliquer aux professionnels de santé libéraux les textes conventionnels en vigueur en matière de soins palliatifs accompagnement douleur (ACBUS et avenant aux conventions...)

- A se rapprocher de COLORDSPA pour créer un cadre de coopération des réseaux de santé et mutualiser les moyens (techniques et humains), créer une plate forme d'échanges et de coordination.

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention

- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation

- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau

- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées

- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau

- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur

- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises

- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales

- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai

- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 8 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 9 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Nombre de patients inclus – durée de prise en charge
sortis – origine de la décision - motifs (dont décès à domicile et hospitalisation)

Formations nature – nombre
type de professionnels de santé – nombre de professionnels de santé

Coordination nombre de réunions de l'équipe de coordination
nombre de dossiers patients examinés
- dont évaluation psychologique
- dont prise en charge de la douleur

Professionnels libéraux nombre de professionnels ayant signé la charte du réseau

Etablissements de santé participant au réseau

Planning des astreintes nom des professionnels, les heures, leur rémunération

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 01 octobre 2007 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 10 : Non respect des engagements pris par le réseau**Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement

constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 11 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 12 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région, d'une part, et la Préfecture du département dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 13 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, et de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 1^{er} juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 1^{er} juin 2007 - Réseau ANTIBIOLOR - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2007

au réseau

ANTIBIOLOR

représenté par son promoteur

Nom Prénom Monsieur le Professeur Thierry MAY
Statut professionnel Service des maladies infectieuses et tropicales
Adresse CHU Nancy Brabois - 54511 Vandœuvre CEDEX

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Nom du réseau ANTIBIOLOR

Numéro d'identification 960410231

Thème Améliorer la qualité de l'usage des antibiotiques dans les infections communautaires ou nosocomiales dans les établissements de santé qu'en médecine libérale.

Zone géographique (codes INSEE) : Région Lorraine

Caisses d'assurance maladie concernées : Caisses primaires d'assurance maladie de Nancy, Longwy, Bar le Duc, Epinal, Metz, Sarreguemines, Thionville, la Mutualité Sociale Agricole, le RSI, URSSME.

Art. 2 : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2007 à 1 515 €

Le promoteur dispose d'un financement 2007 de 100 400 :

- DRDR 2007 : 1 515 €

- Crédit non consommé au 31/12/2006 : 98 885 €

Après ajustement, le financement DRDR total, du 01/01/06 au 31/12/07, est de 219 354 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fournis à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour les années N, N+1.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR au 31/12/07

	2006	2007
EQUIPEMENT	6 500.00	
SYSTEME D'INFORMATION	10 000.00	5 000.00
FONCTIONNEMENT	253 000.00	35 000.00
CHARGES DE PERSONNEL		
COORDONNATEUR PH	130 500.00	
SECRETAIRE MEDICALE (0.5 ETP)	25 000.00	
ATTACHE DE PHARMACIE ET BIOLOGIE	18 000.00	
FRAIS DE DEPLACEMENT COORD	1 500.00	1 000.00

FRAIS DE COLLOQUES, SEMINAIRES, CONFERENCES	15 000.00	5 000.00
FRAIS GENERAUX + FRAIS SECRETARIAT	16 000.00	5 000.00
REFERENTIELS + LETTRE INFORMATION	47 000.00	
ACTIONS		
ANTIBIOTEL		3 000.00
ANTIBIOGUIDE/ANTIBIOVILLE/ANTIBIOGARDE		21 000.00
FORMATION		29 400.00
HONORAIRES MEDECINS ET PHARMACIENS		
VISITEURS (200 VISITES X 60 €)		12 000.00
HONORAIRES ANIMATEURS FORMATION		
(15 SESSIONS X 200 €)		2 400.00
HONORAIRES PARTICIPANTS (300 X 50 €/SESSION)	38 000.00	15 000.00
REMUNERATIONS LIBERAUX HORS SOINS	30 000.00	
HONORAIRE MEDECINS ET PHARMACIENS (60 €)	8 000.00	
REUNIONS GROUPE TRAVAIL (80 €)		
ETUDE ET RECHERCHE		26 000.00
BRONCHITE AIGUE		15 000.00
BMR		11 000.00
EVALUATION	20 000.00	5 000.00
TOTAL	327 500.00	100 400.00
CREDIT NON CONSOMME AU 31/12/N-1	109 661.00	98 885.00
TOTAL DRDR	217 839.00	1 515.00

Financement par l'ARH à compter de 2007

- d'un PH Coordonnateur temps plein
- d'une secrétaire mi-temps
- d'un ARC (biologie, Pharmacie) temps plein

Art. 6 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A effectuer, auprès de la Commission de l'Informatique et des Libertés, les démarches de déclaration prescrites par la loi de 1978.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement :

- Nombre et nature des actions de proximité
 - Nombre de professionnels libéraux par catégorie adhérant au réseau
 - Nombre d'établissement de santé adhérant au réseau
 - Nombre, nature et origine des conseils téléphoniques par mois
- l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 01 octobre 2008 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante et des recommandations de l'HAS. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes

ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau. ANTIBIOLOR devra intégrer les dispositifs en vigueur en matière de bon usage des médicaments fin 2008.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Metz, le 1^{er} juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Extrait de décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 5 juin 2007 - Réseau ONCOLOR - Année 2007

Le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Le directeur de l'union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau ONCOLOR au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2007

représenté par son promoteur

Nom Prénom	Docteur Yves KESSLER
Statut professionnel	Médecin cancérologue
Adresse	6, avenue de Bourgogne - 54500 Vandoeuvre lès Nancy

Art. 1^{er} : Présentation du réseau financé

Nom du réseau	ONCOLOR
Numéro d'identification	960410199

Thème « Réseau régional en cancérologie créé en 1998 entre les établissements de santé publics et privés impliquant les médecins libéraux généralistes et spécialistes et les autres acteurs de santé concernés. La montée en charge progressive des activités du réseau, depuis sa création et pour les trois années à venir, nécessite un renforcement des moyens et en particulier humains au niveau de l'équipe de coordination pour maintenir les actions initiées dont l'actualisation des référentiels et permettre le développement de nouveaux projets répondant à la mise en œuvre du plan cancer »

Art. 2 : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2007 à 316 167. €

Le promoteur dispose d'un financement 2007 de 330 880 € :

- DRDR 2007 : 316 167 €

- Crédit non consommé au 31/12/2006 : 14 713 €

Le financement total du 27 octobre 2004 au 1^{er} novembre 2007, après ajustement, est porté à 1 133 244 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

Par ailleurs, un réexamen du budget interviendra pour revoir les financements destinés à la rémunération spécifique des professionnels de santé libéraux dès lors que des actes correspondants seront négociés dans le cadre conventionnel. Ce réexamen devra donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée sera par ailleurs conditionné par les disponibilités de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR (en €) du 27 octobre 2004 au 1^{er} novembre 2007

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2005 Complément de dotation	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT	20 500				
SYSTEME D'INFORMATION 2 ETP Informaticiens 4e trim				31 200	26 300 (4)
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (Cadre administratif de coordination, Adjoint cadre administratif, Médecin coordonnateur, Médecins salariés)	103 673	314 280	47 324	141 976	158 130
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT Frais généraux Conseil juridique	6 133	43 460	10 665	31 995	37 550
EVALUATION					
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS Médecins libéraux (base 140 €) Para médicaux Pharmaciens		53 700	13 500 5 662 13 500	40 500 16 988 40 500	45 000 (1) 18 900 (2) 45 000 (3)
TOTAL	130 306	411 440	90 651	303 159	330 880
Crédit non consommé au 31/12/N-1		80 125		38 354	14 713
DRDR après ajustement		331 315			
DRDR	130 306	421 966		264 805	316 167

(1) base rémunération « médecins libéraux » : 300 €/jour (base initiale 15 C) , soit 150 dérogations

(2) base rémunération « paramédicaux » : 150 €/jour soit 126 dérogations

(3) base rémunération « pharmaciens » : 300 €/jour soit 150 dérogations

(4) système d'information : report du non consommé 2006 de 26 300 € sur le budget 2007

Le promoteur doit rechercher d'autres sources de financement pour atteindre ses objectifs :

- Auprès de ses membres : les établissements de santé, les professionnels de santé, les réseaux
- Auprès des collectivités territoriales (conseil régional...)
- Auprès de l'ARH à travers un protocole d'accord en fonction des orientations du volet cancérologie du SROS et du plan cancer
- Répondre à des appels à projet

Art. 6 : Engagements du réseau

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisé de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai
- A autoriser l'ARH et l'URCAM ainsi que le Ministère et la CNAMTS dans le cadre de l'observatoire national des réseaux à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la Loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Art. 7 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 8 : Modalités de suivi et d'évaluation

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés...) l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, le 1er août 2007 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

Art. 9 : Non respect des engagements pris par le réseau**Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 10 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 11 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 12 : Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif. Fait à Metz, le 5 juin 2007

Pour le directeur de l'ARH de Lorraine,
La directrice adjointe,
Danielle MOUFFARD

Le directeur de l'URCAM
de Lorraine,
Patrick MARX

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0375/07 du 22 mai 2007 portant radiation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-88

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe-et-Moselle, depuis le 26 avril 2007, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 13 rue de la république à Lunéville, agréé sous le n° 54-88.

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur Jean-Paul DUROCH ; au président de la SELAFA Saint-Remy ; au directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ; à la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, inspection régionale de la pharmacie ; au maire de Lunéville ; au président de la section G de l'ordre national des pharmaciens ; au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ; à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 22 mai 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0376-07 du 22 mai 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-87

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté du 17 mars 2005 portant autorisation de fonctionnement, sous le n° 54-87, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à Lunéville est modifié comme suit :

Directeurs :

Monsieur André BINA, Pharmacien biologiste, habilité à effectuer les actes suivants :

- Bactériologie, biochimie, hématologie, immunologie, virologie, immunohématologie, séro-immunologie, parasitologie, mycologie ;
- prélèvements de sang veineux ;

Monsieur Jean-Paul DUROCH, pharmacien biologiste, habilité à effectuer les actes suivants :

- Bactériologie, biochimie, hématologie, immunologie, virologie, immunohématologie, séro-immunologie, parasitologie, mycologie ;
- prélèvements de sang veineux ;

Directeurs adjoints :

Madame Isabelle PETRY, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :

- prélèvements effectués au niveau des téguments, des phanères et des muqueuses facilement accessibles, aux seules fins d'examen microbiologiques ou parasitaires ;
- prélèvements de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire ;

Madame Anne PIERETTI, pharmacien biologiste, habilitée à effectuer les actes suivants :

- prélèvements de sang veineux ou capillaire au lobule de l'oreille, à la pulpe des doigts, au pli du coude, au dos de la main et en région malléolaire ;

Madame Frédérique RUSPINI, pharmacien biologiste ;

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit dans la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur André BINA ; Monsieur Jean-Paul DUROCH ; Madame Isabelle PETRY ; Madame Anne PIERETTI ; Madame Frédérique RUSPINI ; au Président de la SELAFA SAINT-REMY ; au directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ; à la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, inspection régionale de la pharmacie ; au maire de Lunéville ; au président de la section G de l'ordre national des pharmaciens ; au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ; à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 22 mai 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0377/07 du 22 mai 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à forme anonyme - SELAFA 04 - Autorisation n° 54-87 - Autorisation n° 54-64

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme, agréée sous le n° 04, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Raison sociale : SELAFA SAINT-REMY - 28 rue de la Pologne - 54300 Lunéville

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie Médicale

28 rue de la Pologne

54300 Lunéville

Autorisation n° 54-87

Laboratoire d'analyses de biologie médicale St-Rémy

39, rue de la Division Leclerc

54120 Baccarat

Autorisation n° 54-64

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale, dans le respect des lois et des règlements en vigueur,

- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, mobilières et immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,

- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit dans la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur

BINA André, Monsieur DUROCH Jean-Paul, Madame WERNEBURG-IRION Brigitte, Monsieur BINA Robert, Madame BINA Stella, Monsieur POLINSKY Albert, Madame RAMEE Françoise, Madame PERSON Nicole, Madame PERSON Odile, au directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, à la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie, au maire de Lunéville, au maire de Baccarat, au président du conseil de l'ordre national des pharmaciens, au président du conseil départemental de l'ordre des médecins, au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 22 mai 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté DDASS/MH/MC - n° 0385/07 du 25 mai 2007 portant modification de la Société Civile Professionnelle (S.C.P.) d'Infirmiers ou d'infirmières SIGHELE - GOFFEZ - FRANCOIS - Inscription n° 54-94-033

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La "S.C.P. D'INFIRMIERES SIGHELE - GOFFFEZ - FRANCOIS" inscrite le 27 juin 1994 sous le n° 54-94-033 pour une durée de 50 ans sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmières de Meurthe-et-Moselle, est modifiée comme suit à compter du 30 avril 2007 :

Raison sociale : "S.C.P. D'INFIRMIERES OU D'INFIRMIERES SIGHELE - GOFFFEZ - MULLER"

Siège social : 6 rue Pasteur - 54800 Jarny

Art. 2 : La société civile professionnelle est composée de trois associées :

- Madame SIGHELE Corinne, née le 30 juillet 1962 à Conflans-en-Jarnisy, titulaire du diplôme d'Etat infirmière n° 54-65-0056 ;

- Madame GOFFEZ Marie-Hélène, née le 4 février 1962 à Metz, titulaire du diplôme d'Etat infirmière n° 54-83-0200 ;

- Madame MULLER Isabelle, née le 18 janvier 1971 à Briey, titulaire du diplôme d'Etat infirmière n° 54-94-0403 ;

Art. 3 : Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérantes, à la connaissance du Préfet.

Art. 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame Marie-Hélène GOFFEZ ; Madame Isabelle MULLER ; Madame Corinne SIGHELE ; au greffier du tribunal de commerce de Nancy ; au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy et à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy.

Nancy, le 25 mai 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur,
Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0409/07 du 4 juin 2007 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-14

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté modifié du 28 juin 1977, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-14, du laboratoire d'analyses de biologie médicale SIEST sis à 54700 PONT A MOUSSON - 9, rue Fabvier, est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'analyses de biologie médicale SIEST
9, rue Fabvier - 54700 Pont à Mousson

exploité au sein de la SELARL LABM SIEST, agréée sous le n° 06, dont le siège social est situé 248, avenue Henri Dunant - 54700 Pont à Mousson.

Directeur : Monsieur Michel SAUVADET, pharmacien biologiste :

- pour les actes de : hématologie, immunologie, biochimie, parasitologie, microbiologie, bactériologie et virologie, prélèvements sanguins.

Directeur adjoint : Monsieur Didier COUTURIER, pharmacien biologiste :

- pour les actes de : hématologie, immunologie, biochimie, parasitologie, microbiologie, bactériologie et virologie, prélèvements sanguins.

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur Michel SAUVADET ; Monsieur Didier COUTURIER ; au directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ; au directeur régional des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie ; au maire de Pont à Mousson ; au président du conseil de l'ordre national des pharmaciens ; à la présidente du conseil départemental de l'ordre des médecins ; au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ; à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 4 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0410/07 du 4 juin 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoire d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée - SELARL 06 - Autorisation n° 54-14 - Autorisation n° 54-66 - Autorisation n° 54-73

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La société d'exercice libéral à responsabilité limitée "SELARL LABM SIEST", agréée sous le n° 06 le 28 octobre 1994, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Raison sociale : SELARL « LABM SIEST » 248, avenue Henri Dunant - 54700 Pont à Mousson

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie Médicale SIEST

9, rue Fabvier - 54700 Pont à Mousson

Autorisation n° 54-14

Directeur : Monsieur Michel SAUVADET

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

3, rue des Aulnois - 54530 Pagny sur Moselle

Autorisation n° 54-66

Directeur : Madame Adeline SCHIRRA

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

248, avenue Henri Dunant - 54700 Pont à Mousson

Autorisation n° 54-73

Directeur : Madame Anne SIEST-DOLEANS

Associés et Cogérants :

- Monsieur Michel SAUVADET, pharmacien biologiste ;

- Madame Adeline SCHIRRA, pharmacien biologiste ;

- Madame Anne SIEST-DOLEANS, médecin biologiste ;

Objet de la société : l'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale et, plus généralement, toutes opérations concourant directement ou indirectement à l'objet social ;

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur SAUVADET Michel ; Madame SCHIRRA Adeline ; Madame SIEST-DOLEANS Anne ; au directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ; au directeur régional des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie ; au maire de Pont à Mousson ; au maire de Pagny sur Moselle ; au président du conseil de l'ordre national des pharmaciens ; à la présidente du conseil départemental de l'ordre des médecins ; au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ; à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 4 juin 2006 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Extrait de l'arrêté DDASS/JFL/MC - n° 0434/07 du 12 juin 2007 modificatif de l'arrêté du 4 juin 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée - SELARL 06 - Autorisation n° 54-14 - Autorisation n° 54-66 - Autorisation n° 54-73

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La date de signature de l'arrêté autorisation de fonctionnement desdits laboratoires sous forme de SELARL "SELAR LABM SIEST", agréée sous le n° 06 est le 4 juin 2007 et non 4 juin 2006 comme il a été porté sur ledit arrêté ;

Art. 2 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur SAUVADET Michel ; Madame SCHIRRA Adeline ; Madame SIEST-DOLEANS Anne ; Monsieur Didier COUTURIER ; au directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ; au directeur régional des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie ; au maire de Pont à Mousson ; au maire de Pagny sur Moselle ; au président du conseil de l'ordre national des pharmaciens ; à la présidente du conseil départemental de l'ordre des médecins ; au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ; à la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy et au directeur départemental des archives.

Nancy, le 12 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur,
Michèle HERIAT

Arrêté DDASS/AES /MH/MC n° 4790 du 25 juin 2007 portant refus de création d'officine de pharmacie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU la loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 - Art.65 et le décret numéro 2000-259 du 21 mars 2000 ;

VU la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 304 du 13 novembre 2000 complété par l'arrêté n° 198 du 16 avril 2002 de desserte des officines ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
 VU la demande présentée le 26 février 2007 par Monsieur Olivier CHATELET, docteur en pharmacie, demeurant 80 place du Général de Gaulle à VITTEL (88800), en vue d'obtenir une licence pour la création d'une officine de pharmacie à LUDRES (54710) - Lot B0.2 - 75 Boulevard des technologies - lieudit "Chaudéau" ;
 VU le dossier réceptionné le 26 février 2007 ;
 VU l'avis défavorable émis le 22 mars 2007 par le conseil régional de l'ordre des pharmaciens de Lorraine ;
 VU l'avis défavorable émis le 7 mai 2007 par l'union régionale des pharmacies de Lorraine ;
 VU l'avis défavorable émis le 9 mai 2007 par la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'avis émis le 11 juin 2007 par l'inspection régionale de la pharmacie ;
 CONSIDERANT :

- que la population municipale de LUDRES est de 6821 habitants au dernier recensement de 1999 ;
 - que deux officines sont implantées dans la commune ;
 - qu'aux termes de l'article L.5125-11 du code de la santé publique, pour la commune dont la population est comprise entre 2500 et 30000 habitants, la population desservie par une officine ne doit pas être inférieure à 2500 habitants ;
 - que la population desservie par l'officine serait de 1821 habitants ;
 - qu'ainsi la création envisagée ne répondrait pas aux exigences du code de la santé publique ;
 SUR proposition de Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Art. 1^{er} : La demande de création d'une officine de pharmacie à Ludres présentée par Monsieur Olivier CHATELET docteur en pharmacie, demeurant 80 place du Général de Gaulle à VITTEL (88800) est rejetée ;
Art. 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressé pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000 ;

Art. 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans le délai de 2 mois suivant sa notification ;
Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur Olivier CHATELET ; la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine (inspection régionale de la pharmacie) ; la présidente du conseil régional de L'ordre des pharmaciens de Lorraine ; le président de la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle et le président de l'union régionale des pharmaciens de Lorraine.

Nancy, le 25 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Service solidarité-autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4659 du 11 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale et le prix de journée de soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome de Royaumeix

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2007, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD - Centre Brancion - 54200 Royaumeix
 N° FINESS : 54 000 835 6
 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	116 409,28	444 354,60
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	291 877,11	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	36 068,21	
	Déficit	0,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	444 354,60	444 354,60
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

~~compte 11510~~ ou compte 11519 pour un montant de : 0 euro.

Art. 3 : Pour l'exercice budgétaire 2007 :

La dotation globale de soins est fixée à 444 354,60 euros, le prix de journée de soins est fixé à 38,70 euros.

Art. 4 : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 Nancy Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre 2003 susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au président de l'association « Le Toulou Nord Familial », gestionnaire du service, à la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est et à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

Nancy, le 11 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 La directrice adjointe,
 Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4672 du 12 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Brier

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Centre Hospitalier de Brier :

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

Dotation globale de financement « soins » : 787 527 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 27,66 €

pour les GIR 3 et 4 : 20,71 €

pour les GiR 5 et 6 : 13,76 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 Nancy Cedex, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur par intérim du centre hospitalier de Brier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 12 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 La directrice adjointe,
 Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4676 du 5 juin 2007 modifiant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay Saint Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE Pompey / Lay-St-Christophe :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 3 314 436 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 44,41 €

pour les GIR 3 et 4 : 33,35 €

pour les GIR 5 et 6 : 22,29 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 Nancy Cedex, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la directrice de l'hôpital local intercommunal de Pompey / Lay-St-Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 5 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
 Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
 La directrice adjointe,
 Myriam BERG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/n° 4683 du 5 juin 2007 fixant pour 2007 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2007 du budget annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de Saint Nicolas de Port :

N° FINESS (EJ) 54 000 011 4

Dotation globale de financement « soins » : 1 224 546 €

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 27,74 €

pour les GIR 3 et 4 : 21,99 €

pour les GIR 5 et 6 : 16,25 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036 Nancy Cedex, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, la directrice du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 5 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,

Myriam BERG

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt **Service économie agricole et aménagement foncier**

Extrait de la décision du 30 mai 2007 portant à 6 mois les délais d'instruction des demandes d'autorisation d'exploitation d'un bien agricole à Grimonviller - Fécocourt - Pulney

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : En application de l'article R 331-6 du code rural, le délai d'instruction est porté de 4 à 6 mois pour la demande d'autorisation d'exploiter présentée par GAEC du Haut de L'Epine composé de Madame, Messieurs Blandine, Didier, Yannick OLRy portant sur les terres agricoles exploitées précédemment par Michel MOREAUX à Pulney à - Grimonviller - Fécocourt - Pulney.

Art. 2 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée au(x) intéressé(s) demandeur(s) et sera publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 30 mai 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Yves ROYER

Extrait de la décision du 2 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint Jure - Thiaucourt Regnieville - Vilcey sur Trey - Vieville en Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur RITZ Ludovic est autorisé à exploiter 102,11 ha sous réserve d'installation avant le 31/12/2008 (parcelle E21/23/24/29/30 à 34/49/50 à 54/56 à 60 à Thiaucourt Regnieville - ZA25 ZC15/29/67 ZD1/2/16/18 ZE5/6/14 ZH1/2/25/40/54/57 à Vieville en Haye - ZA3/4 à Vilcey sur Trey, 12 -61 et 62 à Saint Jure) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RITZ Ludovic. Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RITZ Ludovic, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - Saint Jure - Thiaucourt Regnieville - Vilcey sur Trey - Viéville en Haye pour affichage.

Nancy, le 2 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Charmes la Côte - Blénod lès Toul - Moutrot - Mont le Vignoble - Dommartin lès Toul - Gye - Biqueuley

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL des Tournesols composée de Madame BONNAVENTURE Marie Claude est autorisée à exploiter 22,45 ha sous réserve d'installation de

M. BONNAVENTURE Michael avant le 31 décembre 2008 et conformément à la demande qu'elle a déposée

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- ZM 11 à Biqueuley

- AD 46 à Blénod lès Toul

- AC 185 - ZA77 à Charmes la Côte

- ZI 10/11 - ZO 33/76 à Dommartin lès Toul

- ZD 7 - ZH 17 à Gye

- AC 103/107/114/155/178/185/210/211 - AD 22/23/77/80/196/239 - C 86 -

E 70/71/72/85/106/110 - G 116/119 à 123/264/319 à Mont le Vignoble

- ZB 49 - ZC 27/28/53/55 - ZE 5/6/17 à Moutrot.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des Tournesols (Madame BONNAVENTURE Marie Claude).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame BONNAVENTURE Marie Claude, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Charmes la Côte - Blénod lès Toul - Moutrot - Mont le Vignoble - Dommartin lès Toul - Gye - Biqueuley pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dommartin lès Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU GLACIEUX composé de Messieurs GERARDIN Michel et Philippe est autorisé à exploiter 15,73 ha (parcelles ZI 10/11 ZL33/34/35 - ZM 38 - ZO 13/33/42/76 à Dommartin lès Toul) sous réserve d'installation de Patty Layne GERARDIN avant le 31/12/2008 conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU GLACIEUX (Messieurs GERARDIN Michel et Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GERARDIN Michel et Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - Dommartin lès Toul pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mont le Vignoble

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame Evelyne THOUVENIN est autorisée à exploiter 1,89 ha (parcelle ZC 59 à Charmes la Côte) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame Evelyne THOUVENIN.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame Evelyne THOUVENIN, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Mont le Vignoble pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Crepey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MARCHAL Bernard n'est pas autorisé à exploiter 10,4 ha (parcelles A307 - G 72/73 - ZA48/129 - ZC51 - ZD16 - ZE43 - ZK12/32/33/37/72/73 à Crepey), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAL Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Crepey pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Houdreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur POIREL Christian est autorisé à exploiter 5,75 ha (parcelles D333/334/446 -T 70 à Houdreville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur POIREL Christian.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur POIREL Christian, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Houdreville pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Houdreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC ST EXUPERY composé de Messieurs PEIGNIER Bernard et THOMAS Richard est autorisé à exploiter 4.5 ha (parcelle SZ1 à Houdreville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Le GAEC ST EXUPERY composé de Messieurs PEIGNIER Bernard et THOMAS Richard n'est pas autorisé à exploiter 4.74 ha (parcelles D333/334/446 à Houdreville) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC ST EXUPERY (Messieurs PEIGNIER Bernard et THOMAS Richard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PEIGNIER Bernard et THOMAS Richard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Houdreville pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Houdreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de Nodroy composé de Madame, Messieurs REVEILLE Edith, Gilles et Cyril est autorisé à exploiter 7,28 ha (parcelles E 204/205/206 - T 67/68/70 à Houdreville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de Nodroy (Madame, Messieurs REVEILLE Edith, Gilles et Cyril).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs REVEILLE Edith, Gilles et Cyril, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Houdreville pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur HECHON Gérard est autorisé à exploiter 1,96 ha (parcelles A82/89/90 à Pulligny) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HECHON Gérard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HECHON Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Pulligny pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny - Autrey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DES TROIS EPIS composé de Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoit, Brice est autorisé à exploiter 2.2 ha (parcelles A142 - B 1/62 à 64/339/457- C617/619 à Pulligny) conformément à la demande qu'il a déposée.

Le GAEC DES TROIS EPIS composé de Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoit, Brice n'est pas autorisé à exploiter 34.8 ha objets de la demande qu'il a déposé.

Les parcelles pour laquelle l'autorisation est refusée sont les suivantes :

- V 19 à Autrey,
 - A 61/73/133/138/139/140/141 - B70/71/72/93/98/99/170/171/263/264/281 à 283/285 à 288 - C 620- D1348/1349/1389 - E386 à 392 à Pulligny,

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES TROIS EPIS (Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoit, Brice).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs QUENETTE Agnès, Benoit, Brice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Pulligny - Autrey pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BEDMAREK Cédric est autorisé à exploiter 21,5 ha sous réserve d'installation avant le 31 décembre 2008 conformément à la demande qu'il a déposée.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- A 61/73/133/138/139/140/141 - B 170/171 - D 1389 - E 386/387/389/390/391/392 à Pulligny

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BEDMAREK Cédric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BEDMAREK Cédric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Pulligny pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007
 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Autrey - Pulligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BIDON Jacques est autorisé à exploiter 17,2 ha sous réserve d'installation de son fils Xavier avant le 31 décembre 2008 conformément à la demande qu'il a déposée.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- V12/19 à Autrey

- B 15/58/59/60/61/70/71/72/93/98/99/100/263/264/281/282/283/285/286/287/288-

C 79/620 - D 88/89/1348/1349 - E 364/388/442 - F 441 à Pulligny.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BIDON Jacques.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BIDON Jacques, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Pulligny pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ceintrey - Pulligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur THOUVENIN Philippe est autorisé à exploiter 13.84 ha (parcelles V13 - X31/34 à Ceintrey A154- B 55/56/76/129/130/256 -

E 295/441/482/483/498/499/548/549/550/551/552/553/570/571 à Pulligny) conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur THOUVENIN Philippe n'est pas autorisé à exploiter 0.16 ha (parcelle E 387a Pulligny) objet de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de (Monsieur THOUVENIN Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THOUVENIN Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Ceintrey - Pulligny pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Pulligny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame CONTAL Anne Marie est autorisée à exploiter 7,51 ha (parcelles B 238/243/254/255/256/257, D 96/97/98/1089/1274/1279/1280/1282/1283/1305/1306/1307/1311/1312/1319/1321/1322/1459/1460 à Pulligny) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame CONTAL Anne Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame CONTAL Anne Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Pulligny pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bouxières aux Chênes - Amance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU PAIN DE SUCRE composé de Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne et Vincent n'est pas autorisé à exploiter 88,13 ha objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le

schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne et Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Bouxières aux Chênes - Amance pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ogéviller - Fréménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MELLE Benoit est autorisé à exploiter 0.87 ha (parcelle ZC14 à Fréménil) conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur MELLE Benoit n'est pas autorisé à exploiter 1.96 ha (parcelles B187/192/500/501 à Ogéviller) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MELLE Benoit.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MELLE Benoit, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Ogéviller - Fréménil pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Fréménil - Ogéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL "Ferme de la Folie" composée de Messieurs LARGENTIER Bertrand et Jean Paul est autorisée à exploiter 1.96 ha (parcelles B187/192/500/501 à Ogéviller) conformément à la demande qu'elle a déposée.

L'EARL "Ferme de la Folie" composée de Messieurs LARGENTIER Bertrand et Jean Paul n'est pas autorisée à exploiter 0.87 ha (parcelle ZC 14 à Fréménil) objet de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL "Ferme de la Folie" (Messieurs LARGENTIER Bertrand et Jean Paul).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs LARGENTIER Bertrand et Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Fréménil - Ogéviller pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haudonville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL GVK composée de Madame et Monsieur DENIS Dominique et Jean Paul est autorisée à exploiter 13,09 ha sous réserve de l'installation de Guillaume DENIS avant le 31 décembre 2008 (parcelle C5 à Haudonville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de EARL GVK (Monsieur et Madame DENIS Jean Paul et Dominique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DENIS Jean Paul et Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Haudonville pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haudonville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de la Côte composée de Messieurs Jean François et Michel LAURENT est autorisée à exploiter 13,09 ha sous réserve d'installation de Jean François LAURENT avant le 31 décembre 2008 (parcelle C 5 à Haudonville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de la Côte (Messieurs Jean François et Michel LAURENT).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs Jean François et Michel LAURENT, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Haudonville pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt lès Conflans

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU VIEUX CHENE composé de Messieurs FLORENTIN Albert et Gabriel est autorisé à exploiter 3,21 ha (parcelles ZR44 et ZP 20 à Doncourt lès Conflans) sous réserve d'installation de M. Bruno PERIN avant le 31/12/2008 conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU VIEUX CHENE (Messieurs FLORENTIN Albert et Gabriel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs FLORENTIN Albert et Gabriel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Doncourt lès Conflans pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Doncourt lès Conflans

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du Beurlat composé de Messieurs BOUTROU Olivier, Alain, Laurent est autorisé à exploiter 7,97 ha (parcelles AB428 -ZO13/14- ZP36 - ZR13 à Doncourt lès Conflans) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Beurlat (Messieurs BOUTROU Olivier, Alain, Laurent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs BOUTROU Olivier, Alain, Laurent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Doncourt lès Conflans pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rembercourt sur Mad

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de BURET composé de Madame, Monsieur GOEHLINGER Monique et Laurent est autorisé à exploiter 3,03 ha (parcelles C102/103/112/178/179/183/193/195/225 à Rembercourt sur Mad) conformément à la demande qu'il a déposée.

Le GAEC de BURET composé de Madame, Monsieur GOEHLINGER Monique et Laurent n'est pas autorisé à exploiter 5,91 ha (parcelles C 108/109/180 à 182/186 à 188/190 à 192/196/197/200/204/208/209/213/216 /218/219/223/224/227 à Rembercourt sur Mad), objets à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de BURET (Madame, Monsieur GOEHLINGER Monique et Laurent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur GOEHLINGER Laurent et Monique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Rembercourt sur Mad pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mercy le Haut

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DES CLAIRS CHENES composée de Madame, Monsieur BOMBARDIER Christiane et François est autorisée à exploiter 5,32 ha (parcelles ZI 4/5 - ZL7/15 à Mercy le Haut) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES CLAIRS CHENES (Madame, Monsieur BOMBARDIER Christiane et François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur BOMBARDIER Christiane et François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Mercy le Haut pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de la Noue composé de Messieurs JACQUOT Noël et Jean Luc est autorisé à exploiter 4,27 ha (parcelle ZI 30 ak à Laloeuf) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la Noue (Messieurs JACQUOT Noël et Jean Luc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs JACQUOT Noël et Jean Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laloeuf pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Aingeray

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de la Terrière composé de Messieurs DEPARDIEU Fabrice, Sylvain et Bernard est autorisé à exploiter 7,65 ha (parcelles ZB 21/192/243 à Aingeray) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de la Terrière (Messieurs DEPARDIEU Fabrice, Sylvain et Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DEPARDIEU Fabrice, Sylvain et Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Aingeray pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Ferrières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur PETITOT Pascal est autorisé à exploiter 2,17 ha (parcelle F150 à Ferrières) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PETITOT Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PETITOT Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Ferrières pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Villey Saint Etienne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DE NOIRE TERRE composé de Messieurs GROSJEAN Michel et DEJAY Constant est autorisé à exploiter 0,78 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE NOIRE TERRE (Messieurs GROSJEAN Michel et DEJAY Constant).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GROSJEAN Michel et DEJAY Constant, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Villey Saint Etienne pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colombey les Belles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur AUBERTIN Pascal est autorisé à exploiter 11,26 ha (parcelles ZK 34/79/80/109/117 - ZL 13/88/91 - ZM21/22/125 à Colombey les Belles) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur AUBERTIN Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur AUBERTIN Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Colombey les Belles pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Hénaménil

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DU GIRON composée de Madame et Monsieur MUNIER Gisèle et Sébastien est autorisée à exploiter 4,44 ha (4,44 de la parcelle ZE16 à Hénaménil) conformément à la demande qu'elle a déposée.

L'EARL DU GIRON composée de Madame et Monsieur MUNIER Gisèle et Sébastien n'est pas autorisée à exploiter 2,65 ha (ZE 25/26 et 1,7 ha de la parcelle ZE16 à Hénaménil) objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL DU GIRON

(Madame et Monsieur MUNIER Gisèle et Sébastien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Monsieur MUNIER Gisèle et Sébastien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Hénaménil pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Haudonville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL GVK composée de Monsieur et Madame DENIS Jean Paul et Dominique est autorisée à exploiter 5,67 ha sous réserve d'installation de M. Guillaume DENIS avant le 31 décembre 2008 (parcelle ZB3 à Haudonville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL GVK (Madame et Monsieur DENIS Dominique et Jean Paul).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Monsieur DENIS Dominique et Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Haudonville pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 4 juin 2007 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Housseville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DE LA CENSE ROUGE composée de Madame, Monsieur BERNE Bertrand et Sandrine est autorisée à exploiter 1,64 ha (parcelle V47 à Housseville) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objets de la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL DE LA CENSE ROUGE (Madame, Monsieur BERNE Bertrand et Sandrine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur BERNE Bertrand et Sandrine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'Housseville pour affichage.

Nancy, le 4 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 13 juin 2007 instituant la mission de recyclage agricole des déchets dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : objet de l'arrêté

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer à la mission de recyclage agricole des déchets de Meurthe-et-Moselle (ci-dessous désignée par MRAD 54), en accord avec la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle et placée sous sa maîtrise d'ouvrage, le rôle d'« organisme indépendant du producteur de boues » dans le département de Meurthe-et-Moselle tel que prévu par l'article 18 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998.

La MRAD 54 est un service clairement identifié au sein de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : rôle de la mission de recyclage agricole des déchets

Le préfet confie à la MRAD 54 les missions suivantes :

- organiser la mise en oeuvre des compétences nécessaires au suivi du recyclage agricole et assurer la coordination des différents partenaires ;
- contribuer à la parfaite information du préfet, des producteurs, des agriculteurs et du public ;
- assurer une expertise et un suivi du recyclage agricole pour toute question relative à l'intérêt agronomique et à l'impact environnemental des produits résiduels organiques.

Ces missions concernent la valorisation agronomique (épandage en agriculture, revégétalisation,...) de l'ensemble des boues, effluents et déchets urbains, bruts ou transformés (dénommés ci-après « produits résiduels organiques »). Les composts normalisés selon les normes NFU 44 095 et NFU 44 051 sont suivis par la mission de recyclage agricole des déchets de Lorraine en collaboration avec la MRAD 54.

Art. 3 : limite d'intervention de la mission de recyclage agricole des déchets

La mise en place et le fonctionnement de la MRAD 54 n'affectent en rien les responsabilités des producteurs de produits résiduels organiques, ni les missions des services chargés de la police de l'eau.

La MRAD 54 s'interdit de réaliser des missions de prestation de services du domaine concurrentiel pour le compte des producteurs de produits résiduels organiques.

Art. 4 : fonctionnement de la mission de recyclage agricole des déchets

L'animation de la MRAD54 est assurée par un agent de la chambre départementale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle possédant un niveau de compétence et une indépendance qui lui permettent d'exercer les missions dévolues.

Afin d'observer, de suivre et d'orienter le travail et le financement de la MRAD 54, il est créé dans le département de Meurthe-et-Moselle un comité de pilotage de la MRAD 54 et un comité technique.

Comité de pilotage départemental :

Fonctionnement du comité de pilotage

Le comité de pilotage départemental décide des grandes orientations, fixe les priorités, examine les propositions de programme du comité technique, arrête les budgets prévisionnels et valide les documents types (cahier des charges, charte...) proposés par le comité technique.

Ce comité de pilotage se réunit au moins une fois par an et en tant que de besoin sur l'initiative du Préfet afin d'examiner le compte-rendu annuel d'activité de l'année écoulée et le programme d'activité de l'année suivante.

Composition du comité de pilotage départemental présidé par le préfet ou son représentant

- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant,
- le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant ;
- le directeur régional de l'environnement ou son représentant,
- le président du conseil général ou son représentant,
- le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ou son représentant,
- le délégué régional de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ou son représentant,
- le président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant,
- un représentant des collectivités productrices de boues du département désigné par l'association des maires de Meurthe-et-Moselle,
- un représentant de chaque collectivité du département productrice de boues dont le plan d'épandage est soumis à autorisation,
- un représentant des collectivités du département productrices de boues issues de stations d'épuration d'une capacité nominale supérieure à 10 000 équivalents-habitants désigné par les collectivités concernées,
- un représentant des syndicats agricoles,
- un représentant d'une association de consommateurs,
- le chargé de la MRAD régionale,
- le chargé de la MRAD 54.

Comité technique départemental :

Fonctionnement du comité technique

Le comité technique départemental se réunit au moins une fois par an à l'initiative de la MRAD 54. Son secrétariat est assuré par le chargé de la MRAD 54.

Cette réunion annuelle, programmée au premier semestre, permet d'examiner les dossiers en cours et de réaliser un bilan global du recyclage sur le département pour l'année précédente.

Composition du comité technique départemental

- un représentant, désigné par leur chef de service, des directions départementales et régionales faisant partie du comité de pilotage ;
- un représentant du conseil général,
- un représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- un représentant de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,
- un représentant du titulaire de la convention d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration,
- un représentant de la chambre départementale d'agriculture,
- un représentant des syndicats agricoles,
- le chargé de la MRAD régionale,
- le chargé de la MRAD 54,
- un représentant de l'ensemble des collectivités du département productrices de boues désigné par l'association des maires de Meurthe-et-Moselle,
- un représentant de chaque collectivité du département productrice de boues dont le plan d'épandage est soumis à autorisation,
- un représentant des collectivités du département productrices de boues issues de stations d'épuration d'une capacité nominale supérieure à 10 000 équivalents-habitants désigné par les collectivités concernées,
- un représentant du syndicat des professionnels du recyclage en agriculture (SYPREA).

Tout autre partenaire dont la présence est jugée utile par les membres du comité pourra y être associé.

Art. 5 : actions de la mission de recyclage agricole des déchets

La MRAD54 :

- réalise une expertise technique des dossiers prévus par la réglementation et transmis par le pétitionnaire.

La MRAD54 examine et donne notamment son avis technique sur :

- . les études préalables,
- . les programmes prévisionnels,
- . les dispositifs de surveillance et d'auto surveillance,
- . le bilan annuel des épandages,
- . la synthèse du registre d'épandage,
- . tout dossier d'épandage soumis à la loi sur l'eau.
- peut effectuer des analyses complémentaires de sols ou de boues d'épuration urbaines qu'il aura prélevé. Les frais d'analyses sont à la charge du producteur.
- en cas de suspicion, peut proposer au service de l'Etat en charge de suivre les épandages que soit réalisé des analyses complémentaires de sols ou de produits résiduels organiques. Les frais d'analyses sont à la charge du producteur.
- centralise et synthétise l'information par la rédaction d'une synthèse départementale des épandages (origine, nature des produits résiduels organiques, localisation des épandages, vérification de la non superposition des plans d'épandage). La MRAD54 établit pour le compte du préfet, une fois par an, une expertise des bilans agronomiques effectué par chaque producteur de produits résiduels organiques, à partir des documents et informations qui lui auront été transmis. Ces expertises portent notamment sur :
 - . une synthèse de la campagne d'épandage,
 - . l'identification des lots de produits résiduels organiques non conformes à la réglementation et leur destination,
 - . l'identification des parcelles sur lesquelles les teneurs limites sur les sols sont dépassées.

En partenariat avec la MRAD régionale, la MRAD54 :

- veille à l'harmonisation des pratiques par l'élaboration de référentiels, de guides de bonnes pratiques et de cahiers des charges en concertation avec les services de police de l'eau et les différents partenaires concernant, par exemple les documents que le producteur doit réaliser (étude préalable, bilan...), ou les méthodologies d'échantillonnage et d'analyses.
- acquiert des références en synthétisant les données de terrain et les données issues de leur veille scientifique.
- informe et conseille les différents acteurs de la filière notamment les producteurs et les agriculteurs - utilisateurs afin qu'ils aient des pratiques d'épandage de qualité, préservant les intérêts de l'agriculture et de l'environnement et respectueuses de la réglementation.
- formule à la MRAD régionale des avis sur l'épandage des produits résiduels organiques industriels dans le département notamment ceux ayant fait l'objet d'un transfert interdépartemental.
- examine et donne son avis technique à la MRAD régionale sur :
 - . tout dossier ICPE concerné par l'épandage soumis à autorisation ou déclaration,
 - . les registres pour les produits normalisés, comprenant notamment les informations suivantes : caractéristiques et origines des produits entrant ; caractéristiques et destinations des produits sortant par lot.

Art. 6 : territoire d'intervention de la MRAD 54

La MRAD 54 intervient sur tous les ouvrages d'épuration urbains, auprès des collectivités productrices de matières de vidange et sur les sites de compostage situés dans le département de la Meurthe-et-Moselle et produisant des produits résiduels organiques susceptibles d'être épandus.

La MRAD 54 a également compétence pour toutes parcelles d'épandage situées en Meurthe-et-Moselle que les déchets soient produits dans le département ou à l'extérieur.

A la demande des MRAD ou des services de l'Etat des départements voisins, la MRAD 54 peut apporter son expertise pour des déchets produits en Meurthe-et-Moselle et épandus dans les départements concernés.

La MRAD 54 échange des informations avec la MRAD régionale pour un meilleur suivi des transferts interdépartementaux.

Art. 7 : disponibilité des données et documents

Les services chargés de la police de l'eau et l'agence de l'eau ont accès à l'ensemble des données issues des producteurs de produits résiduels organiques connus de la MRAD 54. Cet accès est réalisé par les moyens technologiques disponibles à ce jour sous réserve d'une garantie du niveau de confidentialité.

Art. 8 : financement de la MRAD 54

Le financement de la MRAD 54 fait l'objet d'une convention cadre pluriannuelle entre les différents partenaires. Cette convention définit les moyens nécessaires à l'accomplissement de la mission et rappelle les modalités d'aides prévues dans les programmes des différents financeurs.

Les producteurs de produits résiduels organiques peuvent participer au financement de la MRAD 54. La participation financière fait l'objet d'une convention entre chaque producteur, l'agence de l'eau Rhin-Meuse et la chambre départementale d'agriculture.

Art. 9 : clause de précarité

Le préfet, après consultation du comité de pilotage et en concertation avec le président de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle, peut mettre fin aux missions d'organisme indépendant confiées à la MRAD 54. Dans cette éventualité, la MRAD 54 restituera au préfet l'ensemble des données et ne sera habilité à ne conserver que les données publiques.

Le délai de préavis est fixé à 12 mois.

En cas de rupture de la convention régionale de financement, le comité de pilotage sera consulté pour définir la suite à donner.

Art. 10 : exécution et publication

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, le président

de la chambre départementale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, le directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle (direction de l'aménagement du territoire), le délégué régional de l'ADEME, la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle, les représentants des collectivités du département productrices de boues dont les plans d'épandage sont soumis à autorisation, le représentant des collectivités du département productrices de boues issues de stations d'épuration d'une capacité nominale supérieure à 10 000 équivalents-habitants, le représentant des associations de consommateurs, le représentant des syndicats agricoles, le représentant du SYPREA, le chargé de la MRAD départementale et le chargé de la MRAD régionale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 juin 2007

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté du 13 juin 2007 déclarant d'intérêt général les travaux d'aménagement du ruisseau du Ménil à Bainville-aux-Miroirs au titre du code de l'environnement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Objet et déclaration d'intérêt général

Les travaux d'aménagement du ruisseau du Ménil, soumis au régime déclaratif au titre du code de l'environnement, sont déclarés d'intérêt général.

Art. 2 : Situation

Les travaux seront réalisés sur la commune de Bainville-aux-Miroirs.

Art. 3 : Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains du ruisseau du Ménil devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Art. 4 : Caractéristiques des travaux

Les travaux et ouvrages, qui seront réalisés conformément au projet d'aménagement du ruisseau du Ménil pour lequel un récépissé de déclaration a été donné à M. le maire de Bainville-aux-Miroirs le 22 novembre 2006, comprennent notamment :

la construction d'un radier béton dans le lit du cours d'eau et d'un mur de soutènement, l'ensemble sur une longueur de 33 mètres.

Art. 5 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures).

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage des engins mis en œuvre sur le chantier se fera loin du cours d'eau.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle et la D.D.A.F. de Meurthe-et-Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

Art. 6 : Mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 7 : Réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 8 : Accord préalable pour certains travaux

Les aménagements de clôtures et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable écrit des propriétaires riverains concernés. L'évacuation des bois après coupe devra intervenir sous délai de 15 jours après entente avec les propriétaires riverains.

Art. 9 : Exécution des travaux – Remise en état des lieux

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 1^{er} septembre 2008.

Art. 10 : Clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Art. 11 : Modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet.

Art. 12 : Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du code de l'environnement).

Art. 13 : Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le maire de Bainville-aux-Miroirs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée au chef du service départemental de l'ONEMA.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Bainville-aux-Miroirs.

Nancy, le 13 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service forêt, environnement et développement rural

Extrait de l'arrêté n° 2007/243 du 7 juin 2007 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Noviant-aux-Prés

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La décision préfectorale du 11 avril 2002 est annulée.

Art. 2 : Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 87 ha 81 a 74 ca situés sur le territoire de la commune de Noviant-aux-Prés ainsi désignés :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Noviant-aux-Prés	B	
	Le bois de nangle	n° 397
	Briaux	n° 426 à 428 – 492 et 493
	C	
	Derrière le grand jardin	n° 84 et 85 – 371 à 380
	ZE	
	Les tilleuls	n° 11 à 21
	Le coin des égyptiens	n° 22 à 25
	ZD	
	L'oseraie	n° 1 à 8

faisant partie du territoire de l'association communale de chasse agréée de Noviant-aux-Prés.

Art. 3 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Art. 4 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de Noviant-aux-Prés.

Art. 5 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Noviant-aux-Prés sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Noviant-aux-Prés par les soins du maire.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de commune de Noviant-aux-Prés sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au :

- président de l'association communale de chasse agréée de Noviant-aux-Prés,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 7 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Direction départementale des services vétérinaires

Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/SA/07/051 du 12 juin 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur Sabine LAUNOY-CARBON à Charmes (88)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Dr Sabine LAUNOY-CARBON
Docteur vétérinaire
178 rue des Charmottes
88130 Charmes

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'ordre régional des vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le

présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Inspecteur de santé publique vétérinaire,
Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° DDSV/54/SA/07/052 du 14 juin 2007 attribuant un mandat sanitaire au docteur Frédéric FUCHS à Lantefontaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à compter à :

Dr Frédéric FUCHS
Docteur vétérinaire
1 rue des Sorbiers
54150 Lantefontaine

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Inspecteur de santé publique vétérinaire,
Jean-Yves CHOLLET

**Direction départementale de l'équipement
Service de l'habitat**

Extrait de l'arrêté du 22 mai 2007 portant agrément de l'association "Accueil et Réinsertion Sociale" (ARS) comme gestionnaire de la maison relais "Marie Leszczynska" à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association "Accueil et Réinsertion Sociale" (A.R.S.) est agréée comme gestionnaire de la maison relais "Marie Leszczynska" sise 3 bis à 5 ter rue Marie Leszczynska à Nancy (54000).

Art. 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'association "Accueil et Réinsertion Sociale" (ARS) à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au président de l'A.R.S.

Nancy, le 22 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 31 mai 2007 portant agrément de l'association "Accueil et Réinsertion Sociale" (ARS) comme gestionnaire de la maison relais "Résidence des Chaligny" à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'association "Accueil et Réinsertion Sociale" (A.R.S.) est agréée comme gestionnaire de la Maison Relais "Résidence des Chaligny" sise 10 et 12 boulevard d'Austrasie à Nancy (54000).

Art. 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "Accueil et Réinsertion Sociale" (ARS) à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au président de l'A.R.S.

Nancy, le 31 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service transport et sécurité

Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/018/TBSC du 31 mai 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A31 et de la bretelle de sortie n° 28 de Lesmenils dans le sens Metz-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Ces travaux sont prévus sur l'A31 et la bretelle de sortie du diffuseur n° 28 de Lesmenils dans le sens Metz-Nancy entre les PR 283+540 et 281+380 du 04 au 07 juin 2007 dont 3 nuits de 21 h à 6h.

La circulation s'établit comme suit sur l'A31 du PR 285+500 au PR 278+600 :

dans le sens Metz-Nancy

- la circulation s'effectue sur la voie de droite uniquement (neutralisation de la voie de gauche)

- il est interdit de doubler

- la vitesse est limitée à 90 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement – PR 284+000

- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche du sens Nancy-Metz entre les PR 284+000 et 280+100 à une vitesse limitée à 90 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement - PR 280+100

dans le sens Nancy-Metz

- la voie de gauche est neutralisée

- la circulation s'effectue sur la voie de droite

- la vitesse est limitée à 90 km/h

Art. 2 : La bretelle de sortie du diffuseur n° 28 (Lesmenils-Metz), sens Metz-Nancy sera fermée à toute circulation.

Art. 3 : Dans les sens Metz-Nancy de 6 H 00 à 21 H 00, la vitesse est limitée sur l'A. 31 de manière dégressive de 130 km/h à 90 km/h pendant la période du 05 juin 2007 entre les PR 282+340 et 281+380.

Art. 4 : Les usagers désirant se rendre à Lesmenils doivent continuer en direction de NANCY, puis sortir à la bretelle de sortie du diffuseur n° 27 direction ATTON puis reprendre l'A31 direction Nancy-Metz et sortir à la bretelle de sortie du diffuseur n° 28 direction Lesmenils-Saint-Avoid.

Art. 5 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 6 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par le district de Metz, CEI de Champigneulle.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle et les maires de Lesmenils et d'Atton sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de STS,
B. HILT

Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/019/TBSC du 6 juin 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A31 dans le sens Nancy-Metz

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Ces travaux sont prévus sur l'A31 dans le sens Nancy-Metz entre les PR 278+600 et 283+500 du 11 au 13 juin 2007 dont 2 nuits de 20 h 30 à 6 h 00.

La circulation s'établit comme suit sur l'A31 du PR 278+600 au PR 283+500 :

dans le sens Nancy-Metz

- la circulation s'effectue sur la voie de droite uniquement (neutralisation de la voie de gauche)

- il est interdit de doubler

- la vitesse est limitée à 90 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement – PR 280+100

- puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche du sens Metz-Nancy entre les PR 280+100 et 282+000 à une vitesse limitée à 90 km/h

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement - PR 282+000

dans le sens Metz-Nancy

- la voie de gauche est neutralisée

- la circulation s'effectue sur la voie de droite

- la vitesse est limitée à 90 km/h

Art. 2 : La bretelle d'entrée du diffuseur n° 28 (Lesmenils-Metz), sens Nancy-Metz sera fermée à toute circulation.

Art. 3 : Dans les sens Nancy-Metz de 6 H 00 à 21 H 00, la vitesse est limitée sur l'A. 31 de manière dégressive de 130 km/h à 90 km/h pendant la période du 12 juin 2007 entre les PR 280+800 et 281+500.

Art. 4 : Les usagers venant de St Avoird et de Pont-à-Mousson désirant se rendre à Metz doivent prendre l'A31 en direction Metz-Nancy, puis sortir à la bretelle de sortie du diffuseur n° 27 direction Atton, puis reprendre l'A31 dans le sens Nancy-Metz.

Art. 5 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 6 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par le district de Metz, CEI de Champigneulle.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle et les maires de Lesmenils et d'Atton sont chargés, chacun en ce qui le concerne de

l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de STS,
B. HILT

Extrait de l'arrêté n° 2007/DDE/020/TBSC du 14 juin 2007 portant réfection de la couche de roulement de l'A33 descente Houdemont dans le sens Paris-Strasbourg

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Ces travaux sont prévus sur l'A33 dans le sens Paris-Strasbourg entre les PR 6+000 et 10+000 du 18 au 27 juin 2007 dont 6 nuits de 20 h 00 à 6 h 00.

La circulation s'établit comme suit sur l'A33 du PR 4+850 au PR 11+500 :

dans le sens Paris-Strasbourg

- la circulation s'effectue sur la voie de droite uniquement (neutralisation de la voie de gauche)
 - il est interdit de doubler
 - la vitesse est limitée à 90 km/h
 - la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1^{er} basculement – PR 6+150
 - puis la circulation s'effectue sur la voie de gauche du sens Strasbourg-Paris entre les PR 6+150 et 10+120 à une vitesse limitée à 70 km/h
 - la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2^{ème} basculement - PR 10+120
- dans le sens Strasbourg-Paris
- la voie de gauche est neutralisée
 - la circulation s'effectue sur la voie de droite
 - la vitesse est limitée à 70 km/h

Art. 2 : La bretelle d'entrée (Neuves-Maisons - Strasbourg) à l'échangeur de Nancy-Brabois sens Paris-Strasbourg sera fermée à toute circulation.

Art. 3 : Dans le sens Paris-Strasbourg de 6 H 00 à 20 H 00, la vitesse est limitée sur l'A33 de manière dégressive de 110 km/h à 70 km/h pendant la période du 18 au 27 juin 2007 entre les PR 6+000 et 10+000.

Art. 4 : Les usagers venant de Neuves-Maisons par la RD 974 désirant se rendre à Strasbourg par l'A33 à l'échangeur Nancy-Brabois doivent continuer en direction de Nancy puis prendre la bretelle direction de Paris puis prendre la bretelle en direction de Neuves-Maisons par la RD 974 puis prendre la bretelle direction Strasbourg et suivre le cheminement par le basculement au PR 6+150.

Art. 5 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques

Art. 6 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par le district de Nancy, CEI de Fléville.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle et les maires de Houdemont, Chavigny, Vandoeuvre-lès-Nancy, Ludres et Fléville sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 juin 2007

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de STS,
B. HILT

Service de la navigation du nord-est

Extrait de l'arrêté n° NAV - 2007/02 du 11 juin 2007 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre de la vidange des écluses à grand gabarit de Villey le Sec et Neuves Maisons durant les opérations de chômage sur la Moselle canalisée - Période du 12 au 21 juin 2007

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Présentation des opérations

1-1) Dans le cadre des opérations de chômage sur la Moselle canalisée, prévues du 12 au 21 juin 2007, Voies navigables de France, subdivision de Toul, procédera à la vidange complète des sas des écluses à grand gabarit de Villey le Sec et Neuves Maisons afin d'effectuer des visites diagnostic et des travaux d'entretien et de réparation : changement des échelles métalliques situées le long des bajoyers et changement des joints d'étanchéité des vantaux.

1-2) Les opérations de vidange concerneront uniquement les ouvrages cités ci-dessus.

La vidange du sas se fera en deux temps :

- une vidange gravitaire lente, qui correspond en réalité à une bassinée et qui sera réalisée par une seule vanne
- une mise à sec par pompage avec rejet des eaux, dans la Moselle, à l'aval de l'écluse.

Une vigilance particulière sera apportée pour éviter la mise en suspension de fines, notamment lors de la phase finale de pompage du sas des écluses.

Durant les travaux, le pétitionnaire prendra toutes les mesures techniques pour éviter les déversements de laitance de ciment, d'hydrocarbures et autres atteintes à l'environnement.

1-3) Au moins huit jours avant les vidanges, Voies navigables de France préviendra les gendarmeries des secteurs concernés, Le Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques et la Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe et Moselle et les informera des dates prévues pour les pêches de sauvegarde.

Art. 2 : Objet de l'autorisation

Afin de préserver la faune piscicole durant ces opérations de vidanges et de mise à sec des ouvrages, des pêches de sauvegarde seront réalisées.

La présente autorisation concerne donc ces opérations de pêches exceptionnelles et le transport du poisson.

Sont exclues de la présente autorisation, les captures liées à la gestion des peuplements piscicoles ou à des fins scientifiques, à des expositions pédagogiques ou autre.

Art. 3 : Bénéficiaire de l'autorisation

pour l'écluse de Villey le Sec :

- Le directeur du bureau d'études Asconit, boulevard de Finlande - zone industrielle de Pompey - 54340 Pompey

et

pour l'écluse de Neuves Maisons :

- La directrice du bureau d'études Dubost environnement, 13 rue A Louis - 57000 Metz
- sont autorisés à capturer le poisson dans les sas des écluses de Villey-le-Sec et de Neuves-Maisons, sur la Moselle canalisée, et à le remettre à l'eau, dans le milieu naturel le plus proche de seconde catégorie piscicole à savoir, dans la Moselle canalisée, à l'amont ou à l'aval immédiat de l'écluse vidangée considérée.

Art. 4 : Responsable et personnel de l'exécution des opérations

La récupération du poisson et son transport sont organisés par Voies navigables de France, subdivision de Toul, sous le contrôle des agents chargés de la police de la pêche.

La récupération du poisson et son transport seront exécutés :

pour l'écluse de Villey le Sec : par le bureau d'études Asconit

Le responsable de pêche est :

- Monsieur Jean-Paul MALLET, représentant du bureau d'études Asconit.

Le personnel intervenant :

- Les ingénieurs et techniciens du bureau d'études Asconit, à raison de 9 personnes.

pour l'écluse de Neuves Maisons : par le bureau d'études Dubost environnement.

Le responsable de pêche est :

- Madame Nathalie DUBOST, représentant du bureau d'études Dubost environnement.

Le personnel intervenant :

- Les ingénieurs et techniciens des bureaux d'études Dubost environnement, Pedon environnement et Büro für Fischereibiologie und Ökologie à raison de 9 personnes.

Durant ces opérations, des agents de Voies navigables de France, seront également présents sur site.

pour l'écluse de Villey le Sec :

- Monsieur Michel DUQUENOIS, contrôleur chargé de la maintenance et de l'entretien des ouvrages – unité de Pont à Mousson (06.30.24.54.95 ou 03.83.81.67.60)

- Monsieur Thierry NOISSETTE, contrôleur chargé de l'entretien - unité de Toul (06.07.10.19.93 ou 03.83.64.85.57)

pour l'écluse de Neuves Maisons :

- Monsieur Michel RUCHET, contrôleur principal chargé de la maintenance et de l'entretien des ouvrages – unité de Toul (06.07.10.19.24 ou 03.83.64.85.59)

- Monsieur Thierry NOISSETTE, contrôleur chargé de l'entretien - unité de Toul (06.07.10.19.93 ou 03.83.64.85.57)

Art. 5 : Matériel utilisé

Les poissons seront récupérés par la méthode de pêche à l'électricité et transportés dans des bassines jusqu'au bief amont ou aval.

pour l'écluse de Villey le Sec, le matériel utilisé est le suivant :

- un groupe Honda EFK de 8 kWa équipé de 2 sorties anodes
- un matériel portable de type DEKA 3000

pour l'écluse de Neuves Maisons, le matériel utilisé est le suivant :

- partie mécanique : honda GX 390 SXB, puissance 13/9.56CV/kW -3600T/min,
- partie électrique : EFKO FE 8000; puissance 10 kw -3600T/min, tension 395 V CC.

L'utilisateur de matériel de pêche à l'électricité devra observer les dispositions légales en matière d'hygiène et de sécurité du Code du travail et notamment les dispositions du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et bénéficier de la certification annuelle du matériel utilisé.

Art. 6 : Préservation du poisson

Les poissons seront remis vivants à l'eau à l'endroit le plus proche de leur capture, de seconde catégorie piscicole, à savoir dans la Moselle canalisée, à l'amont ou à l'aval immédiat de l'écluse vidangée considérée, sauf dans les cas suivants :

- mauvais état sanitaire,
- le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance,
- les espèces visées aux alinéas 1^{er} et 2^{ème} de l'article L.432-10 du code de l'environnement seront détruites sur place.

Art. 7 : Compte-rendu d'exécution

Un compte rendu des opérations de sauvetage sera rédigé et adressé au service chargé de la police de la pêche.

Il comprendra les éléments suivants : la date et le lieu de l'opération, le personnel et les moyens mis en œuvre, les espèces présentes, le poids estimé

et les lieux de déversement.

Une copie de ce document sera adressée au service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle et à la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.

Art. 8 : Validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 12 au 21 juin 2007.

Art. 9 : Présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

Art. 10 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation exceptionnelle de capture et de transport est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

Art. 11 : Respect des prescriptions de l'autorisation

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Art. 12 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 13 : Information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service de la navigation du nord-est, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le délégué régional de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, les agents du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle, le responsable du bureau d'études Asconit, la responsable du bureau d'études Dubost environnement et le responsable de la subdivision de Toul – voies navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée, pour information, au maire de la commune de Villey le Sec et Neuves Maisons, au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle et au président de l'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique "société des pêcheurs à la ligne de Nancy et des environs".

Nancy, le 11 juin 2007 Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service de la navigation du nord-est,
Jean-Philippe MORETAU

AUTRES SERVICES

Centre psychothérapique de Nancy

Délégation de signature - Décision n° 039/07 du 11 juin 2007

Le directeur

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;
VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;
VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 29 juin 2007 ;
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;
VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant Monsieur Bernard HURSON dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Art. 1^{er} : La décision n° 010/06 du 15 juin 2006 est annulée.

Art. 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé de l'intérim de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer les courriers relevant de sa compétence à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Monsieur Charles NICLOT, Attaché d'Administration Hospitalière, à effet de signer tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication relatives aux affaires générales et à la communication.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Monsieur Francis LEJEUNE, Responsable Qualité, à effet de signer tous documents, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers et de la Qualité.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé de l'intérim de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSSSET, Directeur, en son absence :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Art. 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 5 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Charles NICLOT, Attaché d'Administration Hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Art. 6 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Art. 7 : La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 11 juin 2007

Le directeur,
Y. BOUYSSSET

Centre hospitalier de Lunéville

Décision n° 199/2007 du 2 avril 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel SPIESS, directeur adjoint

Le directeur du centre hospitalier de Lunéville

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel SPIESS, Directeur Adjoint, à l'effet d'engager et de liquider les dépenses des comptes suivants (à l'exception des marchés) :

- Comptes du Titre 1

Art. 2 : Cette délégation s'exerce dans la limite des crédits régulièrement ouverts à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses de l'exercice, éventuellement modifié par les Décisions Modificatives approuvées.

Art. 3 : En l'absence ou en cas d'empêchement de Monsieur Michel SPIESS, il est donné délégation à Madame Anne-Marie DECKER, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1 de la présente délégation.

Art. 4 : La présente délégation prend effet au 2 avril 2007 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

Art. 5 : La présente délégation annule la précédente décision n° 78/DIR/2005 en date du 1^{er} septembre 2005.

Lunéville, le 2 avril 2007

Le directeur,
J.M. LALLEMAND

Décision n° 200/2007 du 2 avril 2007 portant délégation de signature à Monsieur Michel SPIESS, directeur adjoint

Le directeur du centre hospitalier de Lunéville

DECIDE

Art. 1^{er} : En l'absence ou en cas d'empêchement de Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Lunéville, délégation de signature est donnée à Monsieur Michel SPIESS, Directeur Adjoint, à l'effet de signer :

- les bordereaux correspondants aux mandats, dans la limite des autorisations budgétaires de l'exercice
- les décisions relatives au personnel et aux virements de crédits du Titre 1

Art. 2 : En l'absence ou en cas d'empêchement de Monsieur Michel SPIESS, il est donné délégation à Madame Martine HALTER, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1 de la présente délégation.

Art. 3 : La présente délégation prend effet au 2 avril 2007 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

Art. 4 : La présente délégation annule la précédente décision n° 76/DIR/2005 en date du 1^{er} septembre 2005.

Lunéville, le 2 avril 2007

Le directeur,
J.M. LALLEMAND

Décision n° 368/2007 du 2 avril 2007 portant délégation de signature à Mademoiselle Sophie AUBRY, adjointe des cadres hospitaliers

Le directeur du centre hospitalier de Lunéville

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Mademoiselle Sophie AUBRY, Adjointe des Cadres Hospitaliers, à l'effet de signer les bordereaux correspondants aux titres de recettes.

Art. 2 : En l'absence ou en cas d'empêchement de Mademoiselle Sophie AUBRY, il est donné délégation à Madame Martine HALTER, Attachée d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les documents visés à l'article 1.

Art. 3 : La présente délégation prend effet au 16 avril 2007 et sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

Lunéville, le 2 avril 2007

Le directeur,
J.M. LALLEMAND

Ville de Laneuveville devant Nancy**Extrait de l'arrêté municipal du 29 mai 2007 portant approbation du règlement local de publicité**

Le maire de Laneuveville devant Nancy

ARRETE

Art. 1^{er} : Le règlement local de publicité de la commune de Laneuveville-devant-Nancy, est applicable dès l'accomplissement de la dernière formalité de publication et publicité.

Art. 2 : Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois et publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

En outre, mention en sera faite à la rubrique annonces légales de l'Est Républicain et du Républicain Lorrain.

Art. 3 : Le règlement local de publicité de la commune de Laneuveville devant Nancy est consultable en mairie de Laneuveville devant Nancy et en préfecture de Meurthe et Moselle aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.

Art. 4 : Le maire de Laneuveville devant Nancy certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 5 : Le directeur général des services de Laneuveville devant Nancy est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au préfet de Meurthe et Moselle, au directeur régional de l'environnement, au directeur départemental de l'équipement, au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, au président de la communauté urbaine du Grand Nancy, au directeur de l'ADUAN, aux élus locaux : MM. DEGEILH-BLAQUE, au directeur départemental des polices urbaines, au directeur de la société AVENIR, 13, allée des Peupliers - ZI Houdemont - BP 123 - 54184 Heillecourt Cedex, au directeur de la société J.C. DECAUX, 13, allée des Peupliers - ZI Houdemont - BP 123 - 54184 Heillecourt Cedex, au directeur de la société C.B.S. OUTDOOR, cellule des concessions et de la réglementation, 3, esplanade du Foncet - 92130 Issy les Moulineaux, au représentant de la société CLEAR CHANNEL, agence de Nancy, 6, rue Robert Schuman - 54850 Messein, et au directeur de la société INSERT, 6, bd de la Libération URBA PARCI - 93284 Saint Denis Cedex.

Laneuveville devant Nancy, le 29 mai 2007

Le maire,
S. BOULY**Ville de Seichamps****Extrait de l'arrêté municipal n° 24 du 1^{er} juin 2007 rendant exécutoire le règlement local de publicité de la commune**

Le maire de Seichamps

ARRETE

Art. 1^{er} : La publicité, les enseignes et les préenseignes sont réglementées sur le territoire de la commune de Seichamps selon le règlement local adopté.

Art. 2 : Le présent arrêté fera l'objet :

- d'un affichage en Mairie pendant une durée de un mois,
 - d'une parution au recueil des actes administratifs de la préfecture et de la commune.
- Mention en sera faite dans les deux journaux ci-après désignés :

- l'Est Républicain,
- le Républicain Lorrain.

Art. 3 : Les arrêtés n° 1/94 en date du 3 janvier 1994 et n° 125/97 du 19 décembre 1997 sont abrogés. Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de la dernière des mesures de publicités telles que définies à l'article 2.

Art. 4 : Le présent arrêté peut être déferé à la juridiction administrative (tribunal administratif de Nancy) dans les deux mois qui suivent la date de son entrée en vigueur.

Art. 5 : Le directeur général des services de la ville de Seichamps est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise :

- aux membres du groupe de travail : le préfet de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement, le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, architecte des bâtiments de France, le président de la communauté urbaine du Grand Nancy, M. Claude BOUCHY, adjoint délégué à l'urbanisme et aux travaux, Mme Evelyne HOGNON, conseillère municipale, déléguée à la qualité de vie, environnement, le directeur d'agence de la société CLEAR CHANNEL, 6 rue des Drapiers - 57070 Metz, le directeur régional de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT - 54184 Heillecourt Cedex, le directeur général de la société JC Decaux, 17 rue Soyer - 92200 Neuilly sur Seine, le directeur de la société CBS OUTDOOR, cellule des concessions et de la réglementation, 3 esplanade du Foncet - 92130 Issy les Moulineaux et le directeur de la société INSERT, 6 bd de la Libération - 93284 Saint Denis Cedex,
 - au directeur de l'agence de développement et d'urbanisme de l'aire urbaine de Nancy,
 - au directeur départemental de la sécurité publique.
- Seichamps, le 1er juin 2007

Le maire,
Alain LEGRAND**AVIS ET COMMUNICATIONS****Direction départementale de l'équipement
Service de l'urbanisme et des affaires juridiques****Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 845 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur les communes de Bainville sur Madon et Pont Saint Vincent**

Par arrêté préfectoral n° 845 en date du 8 juin 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement TV Cogésud Bainville

sur Madon, le plateau Bainville sur Madon, sur les communes de Bainville sur Madon et Pont Saint Vincent.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 3061 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Mont Saint Martin

Par arrêté préfectoral n° 3061 en date du 8 juin 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement électrique d'un bâtiment à usage commercial ZAC du parc international d'activité des 3 frontières sur la commune de Mont Saint Martin.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 4980 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Laneuveville devant Nancy

Par arrêté préfectoral n° 4980 en date du 8 juin 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation tarif jaune piscine + salle polyvalente rue Lucien Galtier, sur la commune de Laneuveville devant Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 6670 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Puxieux

Par arrêté préfectoral n° 6670 en date du 8 juin 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique HTAS de Mars la Tour, sur la commune de Puxieux.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 13482 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 13482 en date du 8 juin 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique HTAS "immeuble République" pôle gare place de la République, sur la commune de Nancy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14256 du 8 juin 2007 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Landres

Par arrêté préfectoral n° 14256 en date du 8 juin 2007, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement ligne HTA en surplomb, lotissement "les lauriers", sur la commune de Landres.

Centre hospitalier de Saint Nicolas de Port**Avis de concours externe sur titres du 19 juin 2007 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel spécialisé dans la spécialité en plomberie****Références**

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

Vu la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,

Vu le décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière;

Vu la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,

Vu la vacance de poste à l'issue de la procédure de publication

Un poste d'Ouvrier Professionnel Spécialisé dans la spécialité en plomberie au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours externe sur titres

I. CONDITIONS D'INSCRIPTION

- Le concours est ouvert aux titulaires soit d'un CAP, soit d'un BEP ou d'un diplôme au moins équivalent ;
- Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Madame La Directrice du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi : délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs

Saint Nicolas de Port, le 19 juin 2007

La directrice,
N. VAUTRIN

Centre psychothérapique de Nancy**Avis de concours interne sur titres du 4 juin 2007 en vue du recrutement de 5 cadres de santé**

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le centre psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titres en vue de pourvoir 5 postes d'infirmier cadre de santé.

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n°88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 et

n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1^{er} janvier 2007.

Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser à :

Madame le directeur adjoint chargé des ressources humaines

Centre psychothérapique de Nancy - BP 11010

54521 Laxou Cedex

pour le 16 août 2007 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou, le 4 juin 2007

Pour le directeur,

Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,

I. CAILLIER

